

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

ÉDITORIAL

Une gauche populaire

Karl Marx disait que l'histoire se répète toujours deux fois: la première en tragédie la seconde en farce. Il parlait du règne de Napoléon III après celui de Napoléon Bonaparte. En réalité, l'histoire peut se répéter une troisième fois comme le montre la France en élisant Nicolas Sarkozy à la présidence de la république. Il est encore trop tôt pour dire si nous assisterons à une nouvelle tragédie ou une sombre farce.

La presse suisse bien pensante ne peut s'empêcher d'extrapoler ces résultats, en prédisant une défaite cinglante aux socialistes suisses s'ils ne droitissent pas immédiatement leur discours. Outre l'incommensurabilité des systèmes politiques suisses et français, ces fabuleux éditorialistes oublient que la défaite des socialistes français se traduit tout de même par 47% des voix totales, 59% des voix des ouvrier-e-s, 57% des voix des employé-e-s, 55% des voix des chômeur-se-s et une majorité chez les jeunes et les personnes actives. En fait, Sarkozy gagne en faisant le carton plein chez les clients habituels de la droite (82% chez les artisans, commerçants et chefs d'entreprise; 57% chez les personnes gagnant plus de 3000€ par mois), à l'extrême droite (92% des partisans du FN votent pour lui) et dans les maisons de retraite (63% des retraité-e-s; source: Le Figaro 8.5.2007). N'en déplaise à nos Panglosses locaux, le clivage gauche-droite est bien présent, et il oppose les classes populaires aux bourgeois et rentiers.

Les élections législatives sont dans un mois et il est hors de question de laisser les plein pouvoirs à la droite. Sur le front social, l'été et la rentrée risquent d'être chaude si Sarkozy mène les contre-réformes annoncées au pas de charge. Quant aux socialistes suisses, ils feraient bien de ne pas céder aux sirènes du recentrage, au moment même où les classes populaires ont besoin d'eux.

Réd.



Ouvriers de la construction près de la ville industrielle de Wu Xi, dans la province de Jiangsu

DOSSIER: CHINE

La Chine, si proche de nous

Les médias ne cessent de célébrer l'essor de l'économie chinoise. Ils passent cependant un peu vite sous silence que cette forte croissance est largement basée sur l'exploitation de sa main d'œuvre, vivant dans des conditions misérables, et sur la répression de toutes tentatives de résistance et d'organisation collectives. Tout cela avec le soutien des entreprises multinationales, intéressées à faire des profits en délocalisant une partie de leur production sous ces cieux plus cléments pour un capital de plus en plus mondialisé.

L'importance économique de la Chine a ainsi des répercussions directes sur les pays du Nord en mettant sous pression les conditions de travail sous nos latitudes. Cette mise en concurrence des salarié-e-s sur l'ensemble de la planète démontre l'urgence d'une stratégie syndicale et associative internationale coordonnée entre les différentes organisations actives sur les plans national ou internationale.

Réd.

Suite du dossier en pages 5 à 10

Point fort
PSS: perspectives électorales

Page 3

International
Interview de Chico Whitaker

Page 11

Engagements
Interview de Franco Cavalli

Page 15

Claustrophobies

Par *Géraldine Savary*

La radio suisse romande inaugure durant tout le mois de mai une série d'émissions audacieuses. Cinq politiciennes et politiciens sont confinés pendant toute une journée dans une pièce, piégés par des micros portatifs, sous l'œil des caméras et des internautes invités à suivre les débats minute après minute. Une pause repas, deux séances isoloir pendant lesquelles les pensionnaires volontaires peuvent s'épancher, avec une consigne «commencer vos phrases par je pense que» ponctuent la studieuse journée. Ca vous fait penser à une émission bien connue d'une chaîne française? Vous avez raison puisque le surnom-maison du concept s'appelle Le Loft (nom officiel, Génie suisse, le laboratoire politique). Au final, l'exercice confirme les craintes et les promesses. Le sentiment de claustrophobie monte rapidement; on oublie les caméras et les micros, comme on oublierait les contraintes d'une captivité. Et la solidarité à partager la même galère pousse à surmonter les querelles idéologiques. Une réclusion même ludique, même éphémère incite aux comportements inédits. La radio nous dit: vous avez une journée pour trouver des compromis? On cherche des compromis. La radio nous dit: vous devez trouver des solutions? On trouve plus de terrains d'entente en huit heures qu'on en a trouvé en quatre ans de législature. Les

injonctions par haut-parleur qui ponctuent les débats nous guident, nous réorientent ou nous intiment l'ordre de suivre d'autres idées et d'autres pistes? Les parlementaires, pourtant parfois des présidents de parti ou de commission obéissent et s'exécutent. Etrange docilité qui naît de cette absence de liberté. Etrange chimère aussi qui est sortie des éprouvettes de ce laboratoire. Une démocratie idéale, des politiciens de bonne volonté, des embryons de projets qui ne demandent qu'à se réaliser. A croire qu'il n'y a pas, dans moins de six mois, des élections fédérales.

Autre Loft, autres maîtres que ceux de Nicolas Sarkozy. Les seules chaînes dont il s'est libéré sont celles de ses promesses électorales. Sa cantine se trouve au Fouquet's («qui fait aussi hôtel», comme l'a précisé à maintes reprises Patrick Poivre d'Arvor sur TF1, au soir de ces élections présidentielles); son plateau-repas, c'est son ami Lucien Barrière, propriétaire de casinos, qui le lui a servi. Et il n'est pas confiné dans une pièce de 40 mètres carrés mais sur un yacht de 60 mètres, appartenant au généreux milliardaire français, Vincent Bolloré. Ca tombe bien. Monsieur Bolloré cherche à acheter une grande chaîne de télévision française. Les bons comptes faisant les bons amis, nul doute que Nicolas Sarkozy pourra l'y aider. On se réjouit déjà. A quand un Loft pour élus UMP?

SOMMAIRE

- 1 Une gauche populaire
- 2 Claustrophobies
- 3 Redynamiser le PSS
- 4 Travail temporaire, attention danger(s)!
- 5 à 10 Dossier: *Chine*
- I à VIII **Supplément spécial: (Re)lire**
Le Manifeste
- 11 Le FSM, un espace en pleine expansion
- 12 Impôt sur les successions: reprendre la main
- 13 Bilan des élections communales à Genève
- 13 Vaud: jours fériés pour tou-te-s!
- 14 Tant de cerveaux disponibles
- 15 «La recherche de cohérence entre la vie quotidienne et nos principes
- 16 La dernière – Agenda



Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel: Fr.49.–
Abonnement de soutien: Fr.130.–
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chô-m-euse-ur-s): Fr.29.–
CCP 17-795703-3

Contact par courrier ou à
info@pagesdegauche.ch
www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Nicolas Gachoud (NG), Maurizio Colella (MC), Romain Felli (RF), André Mach (AM), Cyril Mizrahi (CM), Philippe Mivelaz (PhMi), Rebecca Ruiz (RR), Mathias Schaer (MS), Julien Wicki (JW).

Comité:

Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Dan Gallin, Lyonel Kaufmann, Pierre-Yves Maillard, Jean-Marie Meilland, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Florian Ruf, Géraldine Savary, Alberto Velasco.

Comité de parrainage:

Franco Cavalli, Valérie Garbani, Stéphane Rossini.

Collaboration permanente:

Christian D'Andrès, Grégoire Junod, Salima Moyard, Philipp Müller, Christian Vullioud.

Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

Mise en page:

Julien Wicki, Lausanne

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

Seul un PS fort peut changer les choses

Pour retrouver dynamisme et succès, le PSS doit miser sur la mobilisation générale de ses membres et une meilleure communication de ses propositions.

Par Pierre-Yves Maillard, vice-président du PSS.

La défaite du parti socialiste lors des élections zurichoises appelle une réaction de tous les socialistes de Suisse, d'où qu'ils viennent et quelle que soit leur fonction. Il n'en demeure pas moins qu'un grand parti, qui a marqué l'histoire et contribué au progrès dans le monde du travail et les milieux modestes, ne se pose pas à chaque événement électoral la question de savoir s'il doit changer de ligne. Il ne se demande pas avant de partir dans une lutte s'il est sûr de gagner. S'il doit se demander comment mieux faire passer son message, il ne change cependant pas de message au gré des modes ou des injonctions médiatiques. Le parti socialiste, c'est un ensemble de valeurs et de convictions fortes, pas un produit de marketing. En plus, c'est cela que les électeurs apprécient: la fidélité à des convictions et le courage dans les campagnes difficiles.

C'est inéluctable: les analyses vont se succéder. Nous devons les faire ensemble et nous dire les choses franchement. Au-delà de l'analyse sur les causes d'une défaite dans un canton, il s'agit de savoir quoi faire dans les mois qui viennent. Ce qu'il faudra faire, c'est dire concrètement quelles seront les conséquences pour le niveau et la qualité de vie des gens d'un PS fort ou d'un PS faible. Trois lignes directrices me paraissent centrales.

LA MOBILISATION EST NÉCESSAIRE

Nos thèmes sont ceux qui influencent la vie des gens sur le long terme: la redistribution des richesses créées par toutes et tous, le pouvoir d'achat, le logement, la sécurité sociale, l'égalité des chances par la possibilité pour les jeunes de trouver une formation et un emploi, la défense d'un cadre de vie préservé, une écologie sociale. Pourtant, ces thèmes

ne sont pas naturellement mis au centre des débats dans un monde où les faits divers et les questions identitaires envahissent toujours plus et partout l'espace médiatique. Nous devons inverser ce mouvement. Pour cela il faut:

- L'engagement de tous nos élus à tous les niveaux, parce qu'ils sont ceux qui ont accès aux médias. Plus que les autres partis nous avons besoin de leur engagement au service du parti, car le parti n'a pas les généreux donateurs qui lui permettent par la publicité d'imposer ses thèses dans une campagne.

- L'engagement des militants sur les stands, sur les places de marché et dans les réseaux associatifs.

Quand la mobilisation manque nous perdons, quand elle est là, à tous les niveaux, nous progressons.

LE BILAN DE LA DROITE

Sur les questions de sécurité et d'immigration, nous devons porter le débat sur les causes des peurs et des frustrations des gens, en disant quelques choses simples:

- La multiplication des articles et des titres, les changements de loi sur les étrangers et sur l'asile ne changent rien sur le terrain. Seule une politique publique de prévention et de répression des délits peut avoir un effet. Cela n'est pas possible avec le programme de moins d'Etat de l'UDC et des Radicaux.

- L'UDC a la responsabilité au plan fédéral de la lutte contre les réseaux de trafic de drogue, de proxénétisme, de blanchiment d'argent. Nous devons l'interpeller sur ses résultats, qui sont quasi nuls.

- La politique de l'UDC n'est pas de limiter l'immigration, mais de transformer l'immigration légale en immigration illégale. Ce phénomène était inexistant dans les années 80, il est massif après quinze ans de politique migratoire inspirée par l'UDC.

- La pénalisation des employeurs qui font venir et exploitent la main d'œuvre au noir est bloquée par l'UDC. Or, c'est le seul moyen efficace de préserver notre marché du travail du dumping salarial causé par l'exploitation de travailleurs sans droits.

En plus de notre opposition morale, nous devons mettre en cause l'efficacité réelle de la politique de la droite sur ces questions.

DES PROPOSITIONS CONCRÈTES

Le PS est un grand parti de gauche capable de gouverner. Il apporte aux gens non pas seulement l'occasion de manifester leur soutien à des valeurs, mais, et c'est sa marque de fabrique, la capacité de les mettre en œuvre concrètement. Nous devons donc dire et montrer concrètement en quoi le PS a pu ces dernières années changer concrètement le cours des choses et en quoi il le pourra à l'avenir. Quelques exemples :

- C'est le PS qui dans les années 90 a critiqué et fait changer la politique de la BNS qui renforçait inutilement le franc, menaçant notre croissance et nos emplois, notamment dans le secteur industriel.

- C'est le PS qui a empêché la Suisse de suivre l'aveuglement libéral marqué par des hausses de prix massives et des pannes dans le domaine de l'électricité.

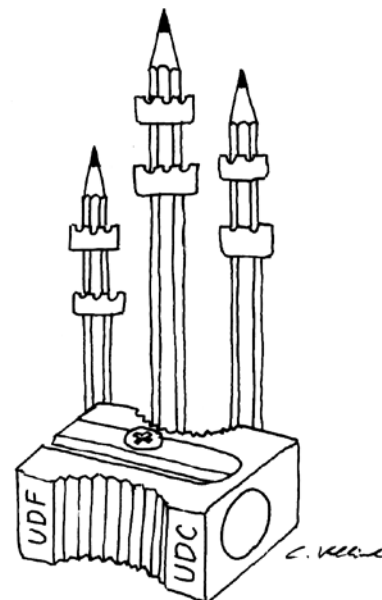
- C'est le PS qui a bloqué le processus de privatisations des grandes entreprises stratégiques et de réseau.

- C'est le PS qui a enclenché le processus menant à de

meilleures allocations familiales. • C'est le PS qui a permis au million de rentiers AVS de notre pays de recevoir cette année entre 40 et 80 francs par mois d'amélioration de leur revenu. Avec l'UDC et le reste de la droite les anciens de notre pays auraient perdu en 2007 entre 500 et 1000 francs chacun.

Si la Suisse va bien, c'est en grande partie parce que le PSS, allié avec les syndicats et les autres forces de gauche, a pu bloquer l'agenda néolibéral de la droite et initier quelques timides réformes progressistes. Mais cet agenda néolibéral reprendra de plus belle si le PS sort affaibli des élections de cet automne. Seul un PS fort peut empêcher ce qui est dans les tiroirs de la droite: 1) La baisse du taux de conversion, donc des rentes du deuxième pilier; 2) La mise en cause de l'âge de 65 ans pour le droit à l'AVS; 3) La privatisation des entreprises publiques et du secteur de la santé; 4) Un programme de redistribution des fruits de la croissance aux actionnaires et aux grands managers.

L'UDC TOUJOURS À LA POINTE
RÉCOLTE DE SIGNATURES
CONTRE LES MINARETS...



... POUR AIGUISER L'INTOLÉRANCE ?

Travail temporaire, attention danger(s)!

«De 2004 à 2006, le travail temporaire en Suisse a augmenté de 60%. Par rapport à 1993, il a même quadruplé.» C'est par ce constat chiffré que s'ouvre l'étude «*Temporärarbeit in der Schweiz*» publiée par l'Union syndicale suisse (USS) en avril dernier*. Aperçu des problèmes soulevés et des solutions à envisager.

La première chose intéressante à relever est la différente perception, on s'en doute, qu'ont les employeurs et les travailleurs du travail temporaire. Du point de vue des salarié-e-s, accepter une mission temporaire est généralement considéré comme une étape vers un emploi fixe à moyen terme, une manière de «mettre le pied» dans l'entreprise ou plus largement un secteur d'activité donné. Cette «stratégie» se heurte dans les faits aux objectifs des employeurs, qui font surtout appel aux entreprises de placement pour palier aux carences d'effectif de leur entreprise. Ajoutez à cela le fait qu'un travailleur temporaire coûte nettement moins cher en charges sociales à un patron qu'un salarié fixe, et le cadre de la situation apparaît dans toute sa splendeur. Très concrètement, on est souvent confronté à une succession de missions temporaires, et «comme le rôle de tremplin espéré de l'emploi temporaire ne joue en réalité souvent pas, les travailleuses et travailleurs temporaires se retrouvent de ce fait involontairement (...) enfermés dans un cercle vicieux et ont de grandes difficultés à trouver un poste fixe».

EMPLOI TEMPORAIRE = EMPLOI PRÉCAIRE

Cet état de désillusion est corroboré par les facteurs qu'avance l'étude pour expliquer l'augmentation vertigineuse de ce type d'emploi, en partie imputable à la libre circulation des personnes. En effet, d'un point de vue conjoncturel, un taux de chômage important et durable, lié donc à une plus grosse difficulté à trouver un poste fixe, déplace les chômeurs et la main d'oeuvre vers le travail temporaire car le risque d'arriver en «fin de droit» est extrêmement élevé. Corollairement, le rapport souligne le rôle de «réservoir conjoncturel

de main d'œuvre» que jouent les temporaires, «les entreprises, au début d'une phase de relance recourant dans une plus large mesure à eux, alors qu'ils sont les premiers à être licenciés en cas de récession». Enfin, à l'ère de la vénérée et sacrosainte flexibilité, ce type d'emploi offre aux entreprises des travailleurs se-taillés sur mesure pour leurs aspirations...

L'emploi temporaire s'inscrit donc clairement dans le registre des emplois précaires, et ce n'est pas l'état des salaires qui permet d'affirmer le contraire, plus de 10% des rémunérations ne respectant pas les salaires minimaux fixés par conventions ou usuellement en vigueur dans tel ou tel domaine d'activité!

L'enquête met également en exergue les problèmes de sécurité (travailleurs se-taillés sur mesure moins bien formés), et les risques élevés

d'accident que cette catégorie de main d'œuvre présente.

QUE FAIRE?

Afin de combattre cette tendance à la précarisation des conditions de travail, l'organisation faïtière syndicale dégage trois pistes de réformes.

Premièrement, la loi fédérale sur le service de l'emploi et la location de services (LSE) doit être mise en œuvre de manière plus stricte. La LES fixe les conditions d'autorisation pour les fournisseurs de services. Il faudrait par conséquent s'assurer du respect par les agences de travail temporaire des salaires minimaux, des règles en matière d'horaire de travail et du paiement des cotisations aux assurances sociales. En cas de manquement, ces agences pourraient

se voir retirer leur autorisation. Deuxièmement, les salarié-e-s temporaires doivent bénéficier des mêmes conditions de travail que les employé-e-s fixes. A ce titre, les normes des conventions collectives de travail doivent également s'appliquer aux employé-e-s temporaires. Enfin, il convient de renforcer la prévention des accidents, qui touchent tout particulièrement les employés temporaires. Seul les travailleurs et travailleuses disposant des qualifications requises doivent pouvoir exercer par intérim des activités comportant des risques élevés d'accident.

Maurizio Colella et
André Mach

*Etude, avec un long résumé en français, à télécharger sous: www.uss.ch

COMBATTRE LE STRESS SUR LES CHANTIERS: UNE PRIORITÉ

Ce sont environ 1500 ouvriers du bâtiment qui ont été consultés durant le courant de l'année passée par UNIA, au travers d'entretiens détaillés, portant sur leurs conditions de travail, et plus précisément sur les risques d'accidents, des nuisances pour la santé et des lacunes en matière d'hygiène sur les chantiers.

Le tableau que dresse l'enquête de la situation est terrifiant: près de trois quarts des ouvriers interrogés sont exposés à des nuisances pour la santé, et la moitié à des risques d'accident! Dans le détail, au rang des principaux risques d'accident on trouve le risque de trébucher, des mesures peu claires quant au modus operandi en cas d'urgence, du matériel inapproprié et dangereux (échelles, échafaudages...). Pour ce qui est des atteintes à la santé, la poussière, le bruit, le stress, la météo, le poids des charges, etc, sont les nuisances le plus souvent citées.

Au niveau des causes, l'intensification des rythmes de travail, couplée à une importante baisse des effectifs et une diminution du personnel qualifié, donne lieu à plus de stress, des cadences de travail plus élevées et des problèmes de sécurité. En outre, les ouvriers se disent peu ou pas instruits, et surtout peu consultés, sur l'hygiène et la sécurité au travail, ce qui engendre stress et risque d'accidents. Les outils de travail sont eux largement perçus comme mauvais et très insuffisants en termes de sécurité.

Un élément ressort donc parmi les autres: le stress, et la domination des intérêts économiques sur la santé des ouvriers. Sur cette base, UNIA lance sa campagne «NoStress!», et pose plusieurs objectifs. Des règles claires quant au travail en période de canicule, ou au contraire en cas de grand froid ou d'intempéries. Un allègement des cadences infernales de travail et de la pression qu'imposent les délais toujours plus serrés fixés par les maîtres d'ouvrages. Accroître l'information en matière d'hygiène et de sécurité au travail, et consulter davantage les ouvriers sur le sujet. Enfin, agir pour une meilleure qualification des ouvriers, et des réglementations strictes en ce qui concerne le recours aux intérimaires et aux sous-traitants. On parle clairement d'urgence (mais pas de stress...)!

Plus d'informations: www.unia.ch/NoStress.2266.o.html (onglet en français)

DOSSIER: CHINE

Chine et syndicalisme international

Depuis quelques années, la Chine est devenue le «nouvel atelier de la planète», concentrant une main d'œuvre de plus de 700 millions de personnes et représentant la plus importante production industrielle de la planète.

Cet essor de la Chine comme grande puissance économique s'est appuyé sur des investissements étrangers, qui ont afflué parallèlement à l'ouverture économique du pays, sur des conditions salariales et de travail exécrables pour la main d'œuvre chinoise et sur la répression par l'Etat central de toutes les formes de résistance des ouvriers indépendants de l'Etat. Le revers de la médaille des taux de croissance à deux chiffres de la Chine réside bien dans l'exploitation de la main d'œuvre, soulevant des enjeux qui vont bien au-delà de la seule Chine, mais a des répercussions sur l'ensemble de la planète.

UN CAPITAL DE PLUS EN PLUS MONDIALISÉ

Les principaux bénéficiaires de ce nouvel atelier mondial sont les grandes multinationales, qui peuvent délocaliser une partie de leur appareil de production (la moins sophistiquée) ou sous-traiter à des entreprises chinoises pour produire à moindre coût. Dans un capitalisme de plus en plus globalisé, les différences de niveaux de développement, de salaires et de conditions de travail permettent aux grandes entreprises de met-



VERENA BRIDGET KENNEDY

Ouvriers de la construction à Dalian, troisième ville portuaire de Chine.

tre en concurrence les salarié-e-s de l'ensemble de la planète. Ils peuvent ainsi faire pression sur les salaires, sur le droit du travail des pays du Nord en menaçant de délocaliser leur production vers les pays du Sud, en particulier en Chine.

Alors que les représentants patronaux n'hésitent pas au Nord à tenir des discours en faveur du développement durable et du respect de certaines conditions sociales minimales dans les pays du Sud, ces mêmes milieux sont les premiers à contester l'amélioration des conditions de travail dans les pays du Sud et n'hésitent pas à faire du lobbying pour empêcher ces progrès sociaux (voir article p. 9 sur la nouvelle loi sur le travail chinoise).

Ces nouvelles réalités du capitalisme globalisé interpellent les organisations syndicales,

qui doivent apporter des réponses nouvelles en phase avec ces changements. Cela concerne prioritairement les organisations syndicales, mais également les partis de gauche et les œuvres d'entraide.

UN CHANGEMENT D'ÉCHELLE DES LUTTES

Au-delà des slogans pour une «mondialisation sociale et écologique», la lutte pour l'amélioration des conditions de travail et des salaires doit passer par le développement de nouvelles stratégies des organisations syndicales, partisans et associatives défendant les intérêts des travailleurs. Celles-ci doivent se baser sur une meilleure coordination entre ces différentes organisations et se déployer sur différents niveaux d'action, de l'entreprise jusqu'aux principales

organisations internationales.

Tout d'abord, les organisations, actives à l'échelon national et/ou international, doivent mieux se coordonner et coopérer. Il convient en particulier de favoriser les convergences d'action de ces associations et les collaborations entre les organisations nationales, les fédérations syndicales internationales, les partis politiques de gauche et les associations caritatives agissant pour l'amélioration des conditions de travail des salariés. D'autre part, l'action des différentes organisations doit porter du terrain le plus local au sein des entreprises jusqu'au niveau le plus mondialisé des multinationales ou au sein des organisations internationales, comme l'OMC ou l'OIT, en passant par des campagnes de sensibilisation qui jouent un rôle décisif dans la définition des règles du jeu de l'économie mondialisée.

La mise en place de stratégies internationales coordonnées n'a fait que gagner en importance ces dernières années. La création de la Confédération syndicale internationale (CSI, voir *Pages de gauche* No 51) allait dans cette direction, mais elle reste insuffisante face à l'ampleur des défis. Il convient de consolider ces actions. C'est la seule manière pour faire progresser la cause des plus démunis au Sud, mais également d'empêcher la détérioration des conditions de travail et de salaires dans les pays du Nord.

André Mach

Les nouvelles résistances ouvrières

6

Le syndicalisme chinois dans son contexte mondial

7

Les multinationales profitent du dumping social

8

Dure réalité du syndicalisme indépendant
Interview de Han Dongfang

9

Quelles réponses syndicales?
Interview de Vasco Pedrina

10

DOSSIER: CHINE

L'Empire au milieu du gué

Le Régime chinois doit désormais tolérer des espaces de résistances spontanées, forcé qu'il est - dans la perspective des Jeux Olympiques essentiellement - d'offrir une image positive et assagie de la «légalité socialiste».

Pourtant, la réalité nous fait comprendre à la fois combien rien n'a changé dans ce pays et combien les résistances internes au pays se trouvent exacerbés dans ce deuxième "Grand Bond en Avant". Avec plus de 85'000 manifestations reconnues par le pouvoir à travers le pays pour l'année 2005 (dix fois plus qu'il y a dix ans) et même à l'échelle chinoise, c'est une petite révolution qui se déroule sous nos yeux.

PEUR DU PEUPLE

La Chine affronte actuellement trois types de résistances. Le premier est constitué des velléités autonomistes des minorités ethniques – dites "nationalités" – qui se sont souvent opposées à la volonté d'unité du pays au cours de son histoire. Le Tibet et le Xinjiang (extrême ouest de la Chine) sont les plus connus pour leur résistance au "colonialisme" chinois, et ont su, au mieux, rallier la sympathie et la solidarité internationale. Cette situation est la même pour les mouvements religieux comme la Falun-Gong ou la communauté chrétienne grandissante, qui sont condamnés par le Parti à la clandestinité, et qui ont su se créer des

réseaux internationaux de soutien. Le deuxième type de contestations se cantonne surtout aux campagnes, aux villes de moyenne importance et plus généralement aux régions périphériques. Elles concernent l'extrême pauvreté et les inégalités, ainsi que la corruption et l'arbitraire qui régissent les rapports entre population et pouvoir local. Ces «jacqueries» sont réprimées violemment, les potentats locaux en appelant souvent à l'armée. Le pouvoir central ne laisse, ici comme ailleurs, aucune possibilité à des structures de résistance organisées de se développer. Cette paranoïa de l'Etat chinois de voir apparaître un mouvement structuré ne date pas de Tien-an-Men et des événements de 1989, où des étudiants réclamant plus de libertés s'étaient vus rejoints par une classe ouvrière se plaignant de l'inflation et de son faible revenu. Mais elle est aujourd'hui partagée par tous les courants internes au Parti, qui se refuse à créer une quelconque ouverture dans la société civile. C'est cette mentalité d'assiégés qui régit aujourd'hui l'évaluation par le pouvoir de l'étroite marge de liberté (ou plutôt de défolement) laissée à la population pour s'exprimer.

ZONES URBAINES

Si aujourd'hui dans les villes, les manifestations ne sont pas immédiatement réprimées par la force, c'est à la fois pour des raisons techniques et idéologiques. Avec 150 millions de "mingong" – ces travailleurs nomades issus de la campagne – vilipendés et sans aucune protection sociale, les villes chinoises sont devenues de véritables bombes à retardement sociales. Leur développement incontrôlé, émaillé d'expulsions sauvages et du transfert de l'habitat populaire en dehors des centres, a créé une large population de laissés-pour-compte de la croissance, qui ne peut qu'assister à l'avènement d'une nouvelle classe moyenne et à l'opulence des plus grosses fortunes. La classe moyenne commence elle aussi à contester le manque de protection offert aux locataires, l'augmentation des impôts ou de la criminalité. Elle est également à la pointe des contestations liées aux problèmes de salubrité et d'environnement. Elle se retrouve ainsi en phase avec une classe ouvrière qui commence à réclamer une revalorisation des salaires, l'avènement d'un revenu minimum ou d'horaires réguliers. Même les Zones

Economiques Spéciales – sorte de zone franche dans lesquelles les multinationales investissent massivement – ne sont plus épargnées par des mouvements d'ouvriers mécontents, malgré le chantage à l'emploi pratiqué par les multinationales et leurs sous-traitants.

SOLIDARITÉ

La contestation naissante du milieu ouvrier chinois – et plus largement de sa population – est loin de révéler l'aube de la démocratie en Chine. Mais c'est paradoxalement par la voie légale – le Syndicat unique n'étant présent que dans 30% des entreprises alors que la représentation des ouvriers est légalement obligatoire – que pourrait peut-être voir le jour une véritable plate-forme réservée aux revendications des travailleurs. C'est donc par un travail de pression sur les entreprises internationales pour appliquer ce principe de représentation et de protection du personnel de leurs fournisseurs que le consommateur comme le militant européen pourrait influencer l'avènement de ce syndicalisme «sauce aigre-douce».

Nicolas Gachoud

Derrière la résurgence des protestations collectives

Deux questions à Antoine Kernén, spécialiste de la Chine, maître d'enseignement et de recherche à l'Université de Lausanne et chargé de cours à l'Institut Universitaire d'étude du développement.

Est-ce que la multiplication des «protestations collectives» - paysannes ou ouvrières - révèle un nouvel «éveil démocratique» en Chine?

L'augmentation du nombre de mouvements sociaux reflète d'abord l'accroissement des inégalités: depuis la fin des années 90, le nombre de per-

dants de la transition (ouvriers licenciés, entreprises d'Etat en faillite, retraites non payées, etc.) explose en Chine. Les protestations ouvrières ou paysannes sont constituées d'une multitude de revendications parcellisées et très concrètes. Elles révèlent que les ouvriers ou paysans n'ont plus peur de faire connaître leurs problèmes sur la place publique. Et qu'en cas d'injustice, ils estiment avoir le droit de protester. Mais ces revendications ne reposent pas sur une vision globale et articulée du changement politique. En ce sens il est trop tôt pour parler «d'éveil démocratique».

Comment le gouvernement chinois répond-t-il à ces protestations collectives?

Premièrement, le gouvernement réagit de facto par la création d'un espace de tolérance: tant que les protestations collectives ne reposent pas sur un mouvement politique organisé et structuré et tant qu'elles ne font pas appel aux médias internationaux, le gouvernement ne répond plus par la répression. Deuxièmement, les autorités ont mis en place de nouvelles procédures de conciliation. Par ce système les ouvriers peuvent déposer une

plainte devant un bureau local de conciliation et si une solution à l'amiable est trouvée, ils peuvent éviter une procédure pénale longue et coûteuse. Ce système constitue une modernisation du système de plainte et il contribue à la prise de conscience que les citoyens ou ouvriers peuvent changer des choses. Mais son efficacité dépend de l'intégrité des autorités locales. Au niveau central, enfin, les autorités du parti communiste font des déclarations de bonnes intentions, mais celles-ci ont peu d'impact réel.

Propos recueillis par
Chantal Peyer

DOSSIER: CHINE

Le syndicalisme en Chine dans son contexte mondial

En République populaire de Chine (RPC) une seule organisation syndicale est autorisée: la Fédération des syndicats de Chine (FSC, en anglais: All-China Federation of Trade Unions, ACFTU). Quel rôle joue-t-elle au «pays des travailleurs»?

par Dan Gallin

En République populaire de Chine (RPC) une seule organisation syndicale est autorisée: la Fédération des syndicats de Chine (FSC, en anglais: *All-China Federation of Trade Unions*, ACFTU). Fondée en 1925 à Canton sous la direction du Parti communiste chinois (PCC), la FSC était réduite à l'illégalité en 1927 sous la dictature du Kuomintang. Re-fondée après la conquête militaire de l'Etat par le PCC en 1949, elle était alors constituée sur le modèle soviétique: un rouage de l'Etat contrôlé par le Parti unique. Dissoute pendant la «révolution culturelle» (1966-1976), elle fut rétablie en 1978.

La FSC n'a pas d'affiliation internationale. A son origine membre fondateur de la Fédération syndicale mondiale (communiste), elle la quitta après la rupture entre la Chine et l'URSS en 1964. La FSC renonça à créer une organisation internationale de son obédience, mais cultive des relations bilatérales avec quelque 400 organisations en 130 pays.

LA SITUATION ACTUELLE

En 2006, la FSC déclarait 150 millions de membres. Elle est cependant loin de représenter, même formellement, la majorité des 730 millions de salariés, auxquels il faut ajouter plus de 120 millions de travailleurs migrants, dont moins de 14% seraient syndiqués, et les migrants potentiels que sont les 150 millions de ruraux en état de sureffectif dans l'agriculture.

Comme dans tous les pays où une dictature communiste avait instauré un système de collectivisme bureaucratique, le rôle des syndicats dans les entrepri-

ses est d'encadrer les travailleurs pour assurer la discipline de travail et accroître la production, tout en administrant divers services sociaux. Au niveau politique, les syndicats agissent comme une «courroie de transmission» du PCC, y compris dans des tâches de surveillance et de délation, avec la responsabilité de dénoncer toute tentative de créer des syndicats ou des mouvements politiques indépendants dans les entreprises.

Une résistance ouvrière a toujours existé, mais elle a pris une nouvelle dimension à partir des années 1980 avec le retour au capitalisme, déguisé en «socialisme de marché», qui a fait perdre aux travailleurs la sécurité de l'emploi, aggravé les conditions de travail, réduit le pouvoir d'achat et affaibli la protection sociale.

Selon des sources officielles, il y avait 87'000 incidents «d'atteintes à l'ordre public» (manifestations, émeutes, grèves) en 2005 – certainement une sous-estimation. Toujours selon des sources officielles, il y aurait 260'000 détenus dans des camps de travail, dont 60% pour avoir «menacé l'ordre public».

L'entrée massive d'investissements étrangers a transformé la Chine en «usine du monde». Quelque 465'000 entreprises étrangères ou avec participation étrangère se sont installées en Chine, surtout dans les zones côtières; en vingt ans, elles ont investi plus de 450 milliards de dollars. Au début des années 1990, leur production représentait 15% des exportations, en 2000 déjà 48%, et plus de 80% des exportations de produits de technologie avancée. En 2002, la Chine est devenue la première destination pour les investissements directs à l'étranger, devant les Etats-Unis.

QUELLE REPRÉSENTATION SYNDICALE?

Les entreprises étrangères ont aussi créé des friches syndicales: la grande majorité des travailleurs de ces entreprises ne sont pas syndiqués. Le danger de cette situation n'a pas échappé au gouvernement qui, l'année dernière, a lancé une campagne de syndicalisation des entreprises étrangères, à commencer par la chaîne américaine Wal-Mart, qui s'est vu imposer une représentation syndicale alors qu'elle n'en accepte pas aux Etats-Unis. La société taiwanaise Foxconn, après des années de résistance, a également dû accepter un syndicat. D'autres suivront. Les chaînes de restauration rapide, Dell et Eastman Kodak sont dans la ligne de mire.

Chez Wal-Mart, pour la première fois, le syndicat officiel s'est implanté dans une entreprise «par en bas», en mobilisant les salariés, au lieu de conclure un accord avec la direction «par en haut». Pour la première fois aussi, les responsables syndicaux déclaraient que la création du syndicat répondait au souci de défendre les intérêts des salariés et non plus de garantir la «stabilité sociale».

En 2006, le gouvernement faisait également adopter une nouvelle loi sur le travail, un ensemble modeste de normes de travail élémentaires, mais qui a aussitôt provoqué une réaction violente des entreprises étrangères, surtout américaines et européennes.

Peut-on voir dans ces événements l'amorce d'une transformation du syndicalisme officiel ou plutôt le souci de l'Etat de s'assurer une présence dans les entreprises privées, y compris étrangères? Chez Wal-Mart, en tout cas, la création de sections syndicales

a été accompagnée de la création d'organisations d'entreprise du PCC, ce qui fait douter d'un renouveau du syndicalisme.

QUELLES STRATÉGIES?

Dans le mouvement syndical international, le débat sur le syndicalisme chinois se poursuit. Il est généralement reconnu que la FSC n'est pas une organisation indépendante et qu'elle est contrôlée par l'Etat. A partir de là, les appréciations divergent: faut-il maintenir des échanges dans l'espoir de la faire évoluer? Faut-il, au contraire, refuser tout contact, et miser sur une crise du régime qui ouvrirait la voie à un syndicalisme démocratique? Faut-il à la fois maintenir un dialogue avec la FSC et soutenir les organisations qui luttent pour un syndicalisme indépendant et démocratique?

La Confédération syndicale internationale (CSI) ne reconnaît pas la FSC comme une représentation authentique des travailleurs chinois, mais prend acte de ces divergences. Elle demande à ses affiliés et aux fédérations syndicales internationales qui «ont des contacts avec les autorités chinoises, y compris la FSC» d'engager un «dialogue critique», c'est-à-dire d'aborder la question des droits syndicaux et notamment le cas des militants emprisonnés pour avoir défendu ces droits.

C'est une discussion qui rappelle celle qui concernait les relations avec les organisations syndicales officielles de l'URSS et des autres pays du bloc soviétique. Dans ce cas, l'histoire a tranché: c'est la résistance ouvrière qui a conduit à la transformation du mouvement syndical, et d'ailleurs à la chute du régime. Le dialogue, même critique, n'y était pour rien.

DOSSIER: CHINE

Cet ailleurs, derrière lequel les marques cachent leur dumping social

Derrière le développement de l'économie chinoise se cachent des conditions de travail catastrophiques pour les ouvriers chinois, avec l'assentiment des multinationales des pays du Nord.

Par Chantal Peyer,
Pain pour le prochain.

En vingt ans, la Chine est devenue l'un des principaux «ateliers du monde». Vêtements, ordinateurs, ipods ou jouets: derrière le logo des marques se cache de plus en plus souvent une réalité «made in China». Dans le domaine électronique le phénomène est particulièrement frappant. En 2005, la Chine est devenue le premier exportateur mondial de produits électroniques, pour une valeur de plus de 62 milliards de dollars. Une place acquise grâce aux investissements des multinationales étrangères, comme le souligne un récent rapport du Bureau International du travail. Ainsi, il y a dix ans, Fujitsu Siemens par exemple produisait 80% de ses ordinateurs en Allemagne. Aujourd'hui ce chiffre a été divisé par quatre et l'usine d'Augsburg (Allemagne) ne procède plus qu'à l'assemblage final de composants, fabriqués à 80% dans l'Empire du Milieu.

Le cas de Fujitsu Siemens n'est pas unique: actuellement 85% de la production de nos PC est externalisée. Et les ordinateurs vendus sous le logo de Hewlett Packard, Dell, Acer, Apple ou Fujitsu Siemens sont fabriqués par des fournisseurs - Flextronics, Hon Hai, Sanmina-SCI, Solectron ou encore Celestica - inconnus des consommateurs suisses.

DES CONDITIONS DIGNES DE ZOLA

Pour les ouvriers, cette externalisation de la production signifie un risque accru de dumping social. En effet, dans les usines des fournisseurs, situées dans les zones franches des pays en développement, le non-respect des droits les plus élémentaires du travail est la norme. Jia Leung par exem-

ple a 19 ans. Comme des milliers d'ouvrières chinoises, elle a quitté son village pour trouver un emploi dans une zone industrielle. Dans son usine, qui produit pour Fujitsu Siemens et ACER, elle travaille douze heures par jour, samedi et dimanche inclus, parfois plusieurs semaines de suite. Les heures supplémentaires sont obligatoires. En période de basse production par contre le responsable de la ligne d'assemblage la renvoie le matin, sans qu'elle ait pu exercer son activité. Au niveau du salaire, Jia gagne 3.9 yuans (60 centimes) par heure. Un revenu qui respecte le salaire minimum de la région, mais qui ne suffit pas pour vivre décemment. En matière de sécurité de l'emploi, Jia a signé un contrat lors de son engagement. Elle ne sait cependant pas si ce contrat stipule qu'elle est assurée en cas d'accident, de maladie ou de maternité: contrairement à ce qu'exige la législation nationale

chinoise, la direction ne donne pas de copie du contrat de travail aux ouvriers. En matière de santé enfin, les ouvrières de l'usine n'ont reçu aucune information quant aux substances toxiques qu'elles manipulent. Pourtant, il est connu que l'inhalation de plomb, d'acide nitrique ou de bérilium qui servent à la fabrication des ordinateurs peuvent conduire à de graves problèmes de santé.

Le cas de Jia Leung n'est pas unique: il est symptomatique des abus auxquels sont confrontés les cinq millions d'ouvriers et d'ouvrières qui travaillent dans les usines électroniques chinoises, comme le révèle une enquête de terrain réalisée pour Pain pour le prochain et l'Action de Carême (voir www.fair-computer.ch).

LES LIMITES DES CODES DE CONDUITE

Face à cette situation, les grandes marques d'ordinateurs affirment vouloir réagir. Elles adoptent des codes de conduite, que devraient respecter leurs fournisseurs en Chine, et multiplient les déclarations de «responsabilité sociale» dans leurs rapports annuels et sur leurs sites Internet. Il est cependant des contradictions qui ne trompent pas. Dans ces codes de conduite, les références à la liberté d'association et à la liberté de négociation collective demeurent le plus souvent lacunaires. Et sur le terrain, les processus de dialogue avec les partenaires sociaux - commissions du personnel, organisations de défense des travailleurs - sont quasi inexistantes. Dans ce contexte, ces codes apparaissent plus comme des opérations de relations publiques que comme une façon d'appuyer les démarches et les intérêts des travailleurs en Chine, ou ailleurs.

LA RÉVISION DE LA LOI DU TRAVAIL: LA DUPLICITE MISE A JOUR

En avril 2006, le gouvernement chinois rendait public un projet de révision de la loi chinoise du travail. Ce projet constitue une réponse à l'augmentation du nombre de grèves spontanées et «protestations collectives» dans les zones industrielles et contient de nouvelles clauses sur la question des contrats, de la négociation collective ou encore du travail temporaire (voir article p. 7). Au sein des associations patronales internationales, ce projet de loi a suscité des réactions virulentes. Invités à commenter le texte, la chambre américaine du commerce (AmCham), mais aussi le US-China Business Council et dans un premier temps la chambre européenne du commerce ont soumis des dizaines de pages de commentaires, affirmant, dans des menaces à peine voilées, que le projet risquait «d'avoir un impact négatif sur les investissements étrangers en Chine». Dans sa prise de position, l'AmCham exigeait par exemple que l'obligation de négocier les questions sociales avec les représentants des travailleurs soit transformée en simple obligation «d'informer». Elle demandait aussi que la clause transformant un contrat temporaire en contrat fixe après un an soit supprimée.

Ces prises de position de l'AmCham sont symptomatiques de la duplicité de certaines entreprises transnationales. En effet, parmi les 1'300 membres de l'AmCham, on trouve des entreprises électroniques comme Dell ou Hewlett Packard. Tout en adoptant des codes de conduite volontaires pour améliorer les conditions de travail dans les usines de leurs fournisseurs, ces firmes s'opposent par le biais de leur lobby à une amélioration de la législation chinoise du travail. Face à ce «sweatshop lobby», diverses organisations syndicales internationales ont réagi: elles exigent que les sociétés transnationales individuelles se désolidarisent de la position de l'AmCham ou de la chambre européenne du commerce. Nike ou Ericsson l'ont déjà fait, mais à ce jour aucune marque d'ordinateur américaine n'a suivi l'exemple...

Le Manifeste communiste de Marx et Engels: une lecture socialiste et démocratique

Harold Laski

par Dan Gallin

Harold Laski (1893-1950) était le principal théoricien du Parti travailliste britannique dans les années 1930 et 1940, membre de son Comité exécutif de 1936 à 1948 et son président en 1945, année où le parti était porté au pouvoir dans la première élection de l'après-guerre. Laski était parmi les principaux conseillers du gouvernement travailliste, résolument orienté à gauche, qui réalisa d'importantes réformes sociales, nationalisa les « sommets dominants » de l'économie et amorça la décolonisation (indépendance de l'Inde en 1947 et de la Birmanie en 1948).

Les origines politiques de Laski sont dans le social-libéralisme de la Fabian Society (il était membre de son comité exécutif de 1922 à 1936), mais devant la crise économique mondiale à partir de 1929 et la montée du fascisme il se tourna vers le marxisme, dont il devint un interprète aussi radical que démocratique. Sa critique acerbe du léninisme s'accompagna d'une certaine indulgence pour l'URSS, dont le régime était, selon lui, exécration mais le résultat de l'arriération de la Russie au moment de sa révolution.

Son bref passage dans le gouvernement travailliste de Ramsay MacDonald de 1929 lui laissa un goût amer: comme la plupart des ministres travaillistes, il démissionna lorsque MacDonald trahit le parti en 1931 en acceptant de présider un gouvernement « national » avec une politique de droite. Il est facile d'imaginer ce que Laski aurait pensé de Blair et du blairisme.

Laski enseigna les sciences politiques dans des universités au Canada et aux États-Unis puis, à partir de 1926 et jusqu'à la fin de sa vie, à la London School of Economics, où il exerça une grande influence sur plusieurs générations d'étudiants, notamment les futurs dirigeants de l'Inde indépendante, dont il fut un ardent défenseur.

Une de ses œuvres monumentales fut *The American Democracy*, une analyse avec amitié mais sans complaisance de l'histoire et de la société américaine. Ceci, et son engagement socialiste, lui valut la haine des maccarthistes dans les dernières années de sa vie. Son œuvre principale traduite en français est: *Réflexions sur la révolution de notre temps* (Seuil, 1946).



ÉDITORIAL

ELARGIR SON HORIZON (RE)LIRE LE MANIFESTE

La rédaction de *Pages de gauche* s'efforce, mois après mois, de vous livrer des commentaires à chaud sur l'actualité, ainsi que des dossiers plus fouillés. A l'époque de la surabondance médiatique, des journaux gratuits, de la télévision bavarde, qui tous, peu ou prou, reproduisent le discours bourgeois dominant, notre projet est de fournir un point de vue socialiste démocratique sur les grands (et petits) enjeux qui nous entourent. Mais pour pouvoir fournir ce point de vue, il est essentiel de savoir d'où nous venons et quelles sont nos valeurs. Bref, il nous a semblé important de rappeler les fondements du socialisme démocratique et son histoire. Ainsi, de temps à autres, nous vous livrerons des textes détachés de l'actualité immédiate, afin de mieux connaître cette histoire et ces valeurs.

Ce cahier présente un texte inédit en français, traduit par nos soins. Il s'agit d'un extrait de la longue introduction que Harold Laski a consacré au Manifeste communiste de Marx et Engels. Ce texte lui a été commandé par le Parti travailliste britannique en 1948 afin de célébrer le centenaire de la première publication du texte fondateur du mouvement ouvrier. Ce texte est écrit dans le contexte de la scission du mouvement ouvrier entre socialistes et communistes. Nous avons choisi un passage dans lequel Laski rappelle le fondement de l'œuvre de Marx et Engels, et la trahison que représente l'interprétation léniniste du *Manifeste communiste*. A l'inverse, il donne une présentation socialiste et démocratique de ce texte classique.

Bonne et fructueuse lecture !

CE SUPPLÉMENT VOUS EST PROPOSÉ PAR PAGES DE GAUCHE, EN COLLABORATION AVEC LE GLOBAL LABOUR INSTITUTE (CF. P. VIII).

Réd.

Le Manifeste communiste de Marx et Engels: une lecture socialiste et démocratique

Par Harold J. Laski

Texte tiré de Harold Joseph Laski, *Communist Manifesto. Socialist Landmark*, (préface au *Manifeste communiste* de Marx et Engels) Londres, Georges Allen and Unwin Ltd., 1948 (chapitre 8). Traduction, titre, intertitres et notes de Romain Felli.

RÉVOLUTION ET DÉMOCRATIE

Ceux qui formulent une nouvelle conception du monde restent rarement les maîtres de son destin. Une fois qu'elle a commencé à exercer une influence sérieuse, elle devient une arme prestigieuse. Ainsi, ses adhérents ultérieurs la considèrent comme un objet manipulable selon leurs objectifs. La doctrine court alors le risque de se voir érigée en dogme orthodoxe, dont tous les développements sont considérés comme des hérésies à moins qu'ils ne connaissent des succès pratiques extraordinaires. [...]

Quiconque considère la postérité du *Manifeste communiste*, en particulier après la mort d'Engels, verra sans peine [...] comment des sectes socialistes en conflit, se sont accaparées sa destinée. Bien sûr, ni Marx, ni Engels, n'avaient jamais abandonné l'idée qu'une révolution violente serait nécessaire pour arriver au socialisme dans la plupart des pays. Mais, après que Bismarck eut abrogé les lois anti-socialistes en Allemagne, et que le Parti social-démocrate, malgré toutes les oppositions, ait commencé à y faire des gains électoraux remarquables, Engels commença à redéfinir la révolution dans une toute autre perspective. On peut le voir très clairement dans la préface qu'il écrit, le 8 mars 1895, à une réédition de *La lutte des classes en France*¹ de Marx. Cette nouvelle perspective peut se résumer à quatre grands principes. Le premier est la reconnaissance que le suffrage universel n'est pas une tromperie, malgré les désillusions des travailleurs après les échecs de 1848, en particulier

1 [NdT: traduction française disponible sur www.marxists.org/francais/engels/works/1895/03/fe18950306.htm; les citations suivantes de Engels sont tirées de ce texte.]

dans les pays latins²; le suffrage universel est aussi devenu une arme d'émancipation. «En utilisant efficacement le suffrage universel, écrit-il, le prolétariat avait mis en œuvre une méthode de lutte toute nouvelle et elle se développa rapidement. [...] Et c'est ainsi que la bourgeoisie et le gouvernement en arrivèrent à avoir plus peur de l'action légale que de l'action illégale du Parti ouvrier, des succès des élections que de ceux de la rébellion.» Et plus loin: «L'ironie de l'histoire mondiale met tout sens dessus dessous. Nous, les 'révolutionnaires', les 'chambardeurs', nous prospérons beaucoup mieux par les moyens légaux que par les moyens illégaux et le chambardement. Les partis de l'ordre, comme

...organisée, la croissance de l'influence socialiste sur les masses conduira les forces réactionnaires à l'action anti-constitutionnelle....

ils se nomment, périssent de l'état légal qu'ils ont créé eux-mêmes. Avec Odillon Barrot, ils s'écrient désespérés: *la légalité nous tue!*, alors que nous, dans cette légalité, nous nous faisons des muscles fermes et des joues roses et nous respirons la jeunesse éternelle. Et si nous ne sommes pas assez insensés pour nous laisser pousser au combat de rues pour leur faire plaisir, il ne leur restera finalement rien d'autre à faire qu'à briser eux-mêmes cette légalité qui leur est devenue si fatale.»

LA POSITION SOCIALISTE FACE À LA DÉMOCRATIE

Voici donc le premier principe énoncé par Engels. Le suffrage universel se révèle un instrument si puissant du progrès socialiste qu'il ne profite aux gouvernements anti-socialistes que dans la mesure où il conduit les socialistes à la rébellion; bien plus, les gouvernements anti-socialistes eux-mêmes peu-

2 [NdT: L'année 1848 vit une floraison de révolutions à travers l'Europe, appelées dans leur ensemble le Printemps des peuples ou le Printemps des révolutions. Elles ont généralement été réprimées.]

vent être conduits à des actions illégales par simple peur des résultats de l'action constitutionnelle.

De ce premier principe, en découle un second qui est surtout le résultat de changements technologiques. «Du côté des insurgés, par contre, toutes les conditions sont devenues pires. Une insurrection qui a la sympathie de toutes les couches du peuple se reproduira difficilement; [...]. Le 'peuple' apparaîtra donc toujours divisé, et, du coup, c'est un levier puissant, d'une si haute efficacité en 1848, qui manquera.» Les nouvelles armes et les nouvelles formes d'organisation, et surtout les nouvelles structures urbaines rendent toutes les barricades pratiquement inutiles. Le temps de la révolution impromptue est terminé. Il pourra encore y avoir des batailles de rue dans le futur. Mais elles ne réussiront que lorsque «les masses elles-mêmes y coopèrent; il faut qu'elles aient déjà compris de quoi il s'agit, pourquoi elles interviennent (avec leur corps et avec leur vie). Voilà ce que nous a appris l'histoire des cinquante dernières années. Mais pour que les masses comprennent ce qu'il y a à faire, un travail long, persévérant est nécessaire.»

Le troisième principe qu'énonce Engels est que, correctement organisée, la croissance de l'influence socialiste sur les masses conduira les forces réactionnaires à l'action anticonstitutionnelle. Cette croissance ne pourra être contrôlée «que par la révolte des partis de l'ordre qui ne peuvent exister sans briser la loi». La menace sur l'ordre légal provient donc de la droite. La droite se trouve dans la situation difficile où, comme les socialistes avant 1848, elle ne peut violer la Constitution qu'aussi longtemps que le pouvoir d'Etat, c'est-à-dire le gouvernement et surtout l'armée, sont entre ses mains. Et Engels attire l'attention sur l'histoire du christianisme primitif pour montrer qu'une fois qu'une grande idée a pénétré les masses, elle détruit les fondements de l'Etat, infiltre l'armée et ne peut être empêchée d'atteindre son but que par la persécution.

Le quatrième principe en découle. Les révolutions ne sont pas gagnées par «un seul grand coup», pas plus que «la révolution d'une minorité ne peut devenir la révolution de la majorité» sans une maturité intellectuelle de la part des masses. En fait la révolution est le résultat de la transformation des forces économiques, lorsque celles-ci ne permettent plus l'expansion. La maturité intellectuelle n'est plus alors une réussite soudaine. «Il faut qu'elle progresse lentement de position en position dans un combat dur, obstiné.» De toute évidence, lorsque Engels écrivait ainsi, il voulait purger définitivement le socialisme de ses éléments blanquistes, de la tradition du complot, des sociétés secrètes, et de la croyance en un coup d'état réussi par une minorité révolutionnaire. Il incitait le mouvement ouvrier, après l'optimisme facile de 1848 et de ses suites, à prévoir «une longue lutte entre les éléments antagonistes cachés précisément dans le 'peuple' lui-même». Seule une «crise mondiale» peut fournir l'occasion propice d'une révolution; et elle ne peut être utilisée que si les masses en sont pleinement conscientes et soutiennent les objectifs visés par cette révolution.

CONTRE L'INTERPRÉTATION LÉNINISTE DU MARXISME

[Laski résume les différents conflits théoriques auxquels l'interprétation léniniste du manifeste a conduit.] J'ai raconté cette histoire, car elle illustre admirablement ce qui se passe lorsque les propos généraux et souples du *Manifeste* sont appliqués dogmatiquement. L'application que Lénine a fait du marxisme à la Russie a eu une influence immense car elle a été la clé du succès de la Révolution d'Octobre. Mais cette influence a également eu ses côtés néfastes et maléfiques car elle a conduit les Communistes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Russie, à prétendre que l'interprétation léniniste du Marxisme, dans sa dimension métaphysique, éthique, logique, scientifique, psychologique, politique, économique et stratégique est la seule façon possible de concevoir le monde et que personne en dehors du Parti communiste n'entend rien ni à la science ni à la société. Au vu de la manière dont le Parti communiste de Russie soviétique est organisé, cela signifie désormais que le Comité central exécutif du Parti communiste russe – c'est à dire le Politbureau – est, en fait, le gardien de la Vérité universelle. Donc,

quiconque diffère de ses vues, rejette la Vérité universelle et est un ennemi du seul socialisme qui compte, celui, bien sûr, du Parti communiste russe. Ceci signifie qu'en dehors du Parti communiste russe personne ne pouvait prétendre être un socialiste à moins qu'il n'accepte la ligne que les dirigeants du Parti communiste russe désignent à un moment donné.

Ceci a eu des résultats tout à fait tragiques. Car, du fait que les dirigeants du Parti communiste russe ont naturellement voulu sauvegarder les résultats de la Révolution d'Octobre, leurs instructions aux autres partis, tant au cours de la troisième Internationale qu'après sa dissolution, ont été formulées en ces termes. Ceci a conduit les Communistes en dehors de Russie à suivre docilement les instructions de Moscou, sans tenter une évaluation critique. Et cela, même lorsqu'elles étaient appliquées à des situations concrètes en dehors de Russie, qui tant par les conditions historiques héritées que par les données actuelles, rendaient les politiques prônées par Moscou ni pratiques ni désirables.

ERREURS HISTORIQUES ET TRAHISONS DES COMMUNISTES

Lénine lui-même, dès 1921, avait mis en garde les partis communistes en dehors de Russie contre ce qu'il appelait la «maladie infantile du communisme: le gauchisme»; une maladie, qui pour l'essentiel, consistait de la part de ces partis à répéter à leurs débuts, les erreurs contre lesquelles il avait lui-même lutté

pendant près d'une génération, avant 1917. Mais les résultats les plus affligeants étaient encore plus profonds. Dans la plupart des pays importants, le mouvement ouvrier avait été scindé entre communistes et social-démocrates. Leur haine respective devint plus

... *Au vu de la manière dont le Parti communiste de Russie soviétique est organisé, cela signifie que le Politbureau est le gardien de la Vérité universelle...*

grande que leur opposition à l'ennemi commun: le capitalisme. Les communistes formèrent des partis politiques séparés, et mêmes des syndicats séparés. Ils insistèrent tellement sur l'idée que le socialisme démocratique n'était qu'un moyen de défendre le capitalisme contre les travailleurs, qu'il y eût une époque où ils proclamèrent avec Moscou que les social-démocrates n'étaient autres que des «sociaux fascistes». Et quasiment jusqu'à la prise de pouvoir par Hitler, ils restèrent persuadés que son gouvernement était le prélude nécessaire à la victoire; et qu'ils seraient les légataires par défaut de son inévitable renversement.

Dès le moment où la gravité de cette erreur politique apparut évidente, ils devinrent aussitôt les plus ardents promoteurs d'un front uni. Et ils ne comprenaient pas du tout pourquoi les hommes qu'ils dénonçaient hier encore comme les «laquais du capitalisme» ou les «traîtres de la classe ouvrière» ne les acceptaient pas immédiatement



Vladimir Ilich Oulianov, dit Lénine

dans les rangs d'un parti dont ils avaient constamment annoncé leur volonté de le détruire. Lorsque le «Front uni» ne réussit pas, et qu'Hitler qui semblait avoir des soutiens considérables parmi les capitalistes de tous les pays, devint de plus en plus dangereux, surtout comme menace contre la Russie soviétique, ils acceptèrent l'idée de Moscou de former des «Fronts populaires» dans lesquels ils rejoindraient n'importe quel parti, du moment que celui-ci était hostile au fascisme sous toutes ses formes. Quand il devint clair, à peu près au moment des accords de Munich, que les puissances capitalistes n'avaient pas d'objection à l'expansion de Hitler et Mussolini, du moment que leurs «intérêts vitaux» n'étaient pas touchés – des intérêts qui ne comportaient pas l'intégrité territoriale de la Russie soviétique – les dirigeants russes entreprirent, à l'insu des partis communistes à l'étranger, de conclure un pacte d'amitié avec l'Allemagne hitlérienne; pacte qui fût effectivement signé par Ribbentrop à Moscou une semaine avant l'éclatement de la deuxième guerre mondiale.

Ce qui est incroyable, ce sont les retournements incessants opérés par les partis communistes en Europe occidentale entre le début des hostilités, le 1er septembre 1939 et les attaques allemandes sur la Russie soviétique, le 22 juin 1941. On leur avait tellement expliqué que Hitler était partout l'ennemi de la classe ouvrière, l'expression suprême du capitalisme réactionnaire, que durant le premier mois de la guerre, ils tirèrent la conclusion naturelle que, en tant qu'avant-garde des forces prolétaires, ils devaient prendre la tête de la croisade pour son renversement. Leurs leaders mobilisèrent les troupes communistes et mirent au placard la folie, comme l'un d'entre eux le dit, de «déclamer des paroles révolutionnaires»; la seule chose qui comptait désormais était de se battre contre la «bête immonde». Mais ils avaient oublié le pacte germano-soviétique et la peur des dirigeants de Moscou d'être entraînés dans ce qui ne manquerait pas d'être un conflit destructeur et même potentiellement fatal. Dès le 7 octobre 1939, leur politique changea donc du tout au tout. Ce qui avait été présenté comme une croisade anti-fasciste n'était plus désormais qu'une guerre «impérialiste» typique des régimes capitalistes. Elle devait être terminée au plus vite; il y avait donc toutes les raisons de s'entendre avec Hitler. Pendant près de deux ans, en Grande-

Bretagne, le Parti communiste mena une campagne contre la guerre, qui se basait notamment sur: la dénonciation du Parti travailliste comme «belliciste» pour avoir participé au Cabinet de M. Churchill, l'insinuation que la Grande-Bretagne était responsable de la guerre pour avoir agressé l'Allemagne hitlérienne, l'encouragement du sabotage dans les usines d'armement, et l'utilisation des nombreuses souffrances endurées par la Grande-Bretagne, après la défaite de la France, pour prétendre que la prolongation de la guerre ne ferait que détruire la classe ouvrière.

Puis vint l'attaque allemande sur la Russie et, du jour au lendemain, la guerre n'était plus «impérialiste», mais une croisade pour la liberté. Il n'y avait tout d'un coup plus de limites à l'intensité de l'effort national que le gouvernement de Churchill pouvait demander, et il n'était plus question de paix avant que l'Allemagne nazie ne soit entièrement détruite. Personne n'a jamais questionné le dévouement ni l'héroïsme des partis communistes partout, et en particulier dans les pays occupés par l'ennemi fasciste, une fois que la Russie est entrée en guerre. Ce qui est stupéfiant, c'est le contraste entre cette résistance et leur volonté de s'entendre avec Hitler avant ses attaques sur la Russie. Rien n'avait changé dans la nature du nazisme entre le 23 août 1939 et le 22 juin 1941, à part la décision d'Hitler de conquérir l'Ouest avant d'avoir conquis l'Est, plutôt qu'après. Si leur volonté de faire la paix avait réussi, cela l'aurait considérablement renforcé avant l'attaque suivante. Mais ils étaient incapables du moindre jugement autonome. Ils agissaient comme les leaders russes leur demandaient d'agir, sans même essayer de faire une analyse concrète de la situation historique. Ils avaient tout simplement oublié l'aphorisme du dirigeant communiste chinois Mao Zedong: «ça ne vaut pas la peine de prêcher le socialisme, si on n'a pas un pays pour le pratiquer».

LES COMMUNISTES: UNE SECTE AVEUGLE

A cela, il convient d'ajouter les graves manquements éthiques des partis communistes en dehors de Russie, après 1917. La passion du complot, le besoin de tromper, la brutalité, le commandement centralisé et autoritaire, le mépris du fair-play, l'utilisation du mensonge et de la tricherie pour discréditer un



Friedrich Engels

adversaire ou obtenir un résultat quelconque, la malhonnêteté complète dans la présentation des faits, l'habitude de considérer un succès temporaire comme

...Ce qui est incroyable, ce sont les retournements incessants opérés par les partis communistes entre le début des hostilités le 1er septembre 1939 et les attaques allemandes sur la Russie soviétique le 22 juin 1941...

permettant de justifier n'importe quelle mesure, l'invective hystérique avec laquelle ils espéraient détruire la réputation de quiconque s'opposait à eux; ceci, combiné à l'idolâtrie de dirigeants, qui, le jour d'après, pouvaient être dénoncés comme l'incarnation du mal, ont été la conduite normale des communistes à travers le monde. Des personnes exceptionnellement douées, cessaient d'avoir un avis ou une opinion propre; ils les plaçaient entre les mains de leur parti, qui à son tour, les remettait, avec sa propre capacité de raisonner et sa conscience, à Moscou, jusqu'à ce qu'ils deviennent des automates ne répondant qu'aux injonctions de leurs dirigeants et acceptent leurs ordres, en particulier à des moments cruciaux, avec une dévotion mécanique qui jus-

ANDREW BECRAFT



ils et Karl Marx

tifiait chaque changement des politiques communistes comme l'expression d'un savoir infailible. Tout en agissant de la sorte, quasiment à la lumière du jour, ils demandaient à être admis dans les organisations de la classe ouvrière à qui ils promettaient une fidélité complète, alors qu'il était évident pour tout le monde que leur seule motivation à entrer dans ces organisations était soit de les dominer, soit de les détruire, et les rendre aussi servilement dépendantes de leurs dirigeants qu'eux-mêmes l'étaient.

Il serait pénible et probablement pas nécessaire de détailler ces agissements. Une part de cette conduite s'explique par le fait qu'elle émanait d'hommes qui sortaient à peine d'une longue et dure tyrannie; une part était due à l'intensité de la répression que leurs opposants réactionnaires avait fait peser sur eux, en particulier en Europe du Sud-Est ou sous la Terreur blanche, comme en Hongrie³. On ne saurait non plus nier qu'une part de ces agissements est due aux graves erreurs des partis social-démocrates: on ne peut pardon-

3 [NdT: Laski fait référence ici aux massacres des communistes et des Juifs en 1919-1920 en Hongrie par les troupes de l'«armée nationale» du futur dictateur Miklós Horthy, à la suite de la chute de la République des Conseils (menée par Béla Kun).]

ner, par exemple, les alliances conclues par Ebert et Scheidemann aux premiers jours de la République de Weimar, qui ont fini par ouvrir la route à la contre-révolution⁴. Il n'est pas possible non plus de pardonner la trahison lâche et consciente du Parti travailliste britannique par Ramsay MacDonald⁵ et un groupe de ses collègues en 1931.

Quoiqu'il en soit, le but de toute cette instruction à charge a été de montrer que l'esprit du mouvement communiste depuis la Révolution russe est une trahison grave de l'esprit du *Manifeste*, et du développement de cet esprit dans les écrits de Marx et Engels après l'expérience profonde de 1848.

L'EXPÉRIENCE SOVIÉTIQUE, TRAHISON DES PRINCIPES MARXISTES

Car, tout d'abord, Marx et Engels étaient opposés à un Parti communiste séparé; ils ont toujours gardé en tête le lourd tribut à payer pour la scission du mouvement ouvrier. Ils reconnaissaient la nécessité d'une application souple de leurs principes; à aucun moment ils n'ont essayé d'imposer mécaniquement une vision dogmatique de leurs opinions aux autres partis socialistes dans le monde. Il n'y a aucun indice qui donnerait à penser qu'ils croyaient que le transfert du pouvoir d'Etat de la bourgeoisie à un Parti ouvrier signifierait la création d'une dictature rigide, cherchant à imposer une orthodoxie inamovible autant sur ses membres que sur les simples citoyens, et qui considérerait que la critique de cette orthodoxie serait la trahison suprême. Il y a encore moins de raisons de penser qu'ils auraient pu prétendre qu'il est impossible de servir la cause du socialisme sans être un matérialiste dialectique, ou de faire croire, que puisque les membres du Parti communiste sont des matérialistes dialectiques, ils sont les seuls à pouvoir comprendre les rouages de la science, de la

4 [NdT: Friedrich Ebert et Philipp Scheidemann sont deux social-démocrates de droite allemands. En 1918, ils font partie du Conseil des commissaires du peuple qui tente d'arrêter la révolution allemande et d'instaurer des élections. Le 10 novembre 1918, Ebert signe un pacte avec les hauts dirigeants de l'armée pour réinstaller l'ordre dans les campagnes. Ce pacte est considéré comme une trahison par les révolutionnaires car il a pour conséquence de retourner des milices et les «Freikorps» contre les soulèvements. Sa politique de répression, fait de nombreux morts. En janvier 1919, son gouvernement réprime la révolte spartakiste et ordonne l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.]

5 [NdT: cf. introduction de Dan Gallin]

nature et de la société. Tous deux étaient des débatteurs aguerris, habitués à donner et à recevoir des coups durs; mais ils n'ont jamais prétendu à l'infailibilité absolue justifiant une sorte d'inquisition pour imposer leurs dogmes.

En ce qui concerne le socialisme, l'essence du point de vue marxiste repose sur l'acceptation de deux principes cruciaux. Le premier est que, comme Marx l'a dit: «le mode de production de la vie matérielle conditionne le caractère général des processus de la vie sociale, politique et spirituelle.» Le second principe est que tant que les moyens de production restent en mains privées, la classe qui les détient utilise le pouvoir de l'Etat comme une arme coercitive afin de maintenir sa propriété. Ces principes, bien sûr sont construits à partir de certains présupposés philosophiques, notamment une théorie réaliste de la connaissance; car, comme le matérialisme historique croit que les modes de production donnent naissance à des

...Le but de toute cette instruction à charge a été de montrer que l'esprit du mouvement communiste depuis la Révolution russe est une trahison grave de l'esprit du Manifeste...

relations sociales indépendantes de la volonté ou de la conscience des individus, il ne peut accepter une conception métaphysique du monde qui se baserait sur une théorie subjective de la connaissance. Cependant, personne n'aurait insisté plus que Marx et Engels, sur le fait que le degré auquel le mode de production conditionne les relations en dehors de la sphère économique est une question empirique, sur laquelle il peut y avoir différents jugements valables. On ne peut pas non plus croire que Marx ou Engels auraient insisté que leur philosophie sociale, même dans son sens le plus large, impliquait l'acceptation, par exemple, de la théorie d'Einstein sur la nature physique de l'univers. Quiconque se souvient de l'admiration que Marx portait à Shakespeare ou à Balzac doit se rendre compte à quel point l'exigence qu'un artiste se conforme à la «ligne» du parti est éloignée de ses conceptions. [...].

Si les communistes répondent à cet argument en prétendant qu'il y a eu de nombreux développements dans les sciences sociales (de même que dans

les sciences naturelles) depuis Marx et Engels et que leur interprétation de ces développements a une validité supérieure, on est en droit de leur demander des justifications rationnelles. Et dès qu'on examine sérieusement ces arguments, on s'aperçoit qu'il s'agit de ceux que Lénine a appliqué à la théorie de Marx pour la faire correspondre à la situation particulière de la Russie. Or cet effort a connu le succès, et la réussite de la Révolution d'Octobre a donné un prestige immense à Lénine, d'autant plus que toutes les autres tentatives révolutionnaires ont échoué. A l'inverse, dans la plupart des pays d'Europe, les tenants d'une autre interprétation du marxisme se sont battus en vain contre la destruction par la droite de l'ordre légal; cette destruction étant le moyen par lequel le capitalisme réactionnaire a cherché à garder le pouvoir, ce que Engels, avait prévu dès 1895. Il est donc difficile de ne pas croire à cette expérience. Son fondement réside dans la décision vitale faite par Lénine en 1921 de créer une troisième Internationale [...] et ainsi de scinder en deux le mouvement ouvrier. Ces deux parties sont restées depuis, si ce n'est en théorie, du moins en pratique, incompatibles. Lénine a donc cherché à forcer le cours des événements en

...le résultat inévitable d'une révolution conduite de manière «spontanée» serait la centralisation du pouvoir entre les mains d'une élite expérimentée et conduirait évidemment à la domination des masses...

Europe, convaincu que le temps était venu pour la Révolution permettant de sauver la Russie de ses ennemis.

A la lumière de ces événements, il est important de se rappeler que, près d'une génération avant qu'Engels n'énonce que le mouvement socialiste allemand avait une part spéciale à jouer dans la révolution, Alexandre Herzen⁶, en exil, croyait que son pays la Russie avait aussi un rôle révolutionnaire particulier. Au début il pensait que ce rôle devait échoir à l'Amérique, mais bien vite cette idée s'effaça. Il lui devint clair qu'il était «impossible de croire que le destin de l'Humanité était fixé à jamais en Europe occidentale. Si l'Europe n'ar-

6 [NdT: Alexander Herzen (1812-1870) est considéré comme le père du socialisme russe.]

ANDREW BECRAFT



De gauche à droite: Léon Trotsky, Lénine, Maxime Gorky et Staline

rive pas à retrouver sa splendeur par la réforme sociale, d'autres pays le feront.» Son esprit se tourna alors vers la Russie, «pleine de vigueur, et aussi pleine de barbarie». La Révolution sociale était peut être une idée née en Europe occidentale, mais il était possible de l'adapter. Dans un passage remarquable, il écrit: «Je crois qu'il y a une solide base à la crainte que le gouvernement russe éprouve envers le Communisme; car le Communisme n'est jamais que l'Autocratie russe à l'envers.»

CONTRE L'AVENTURISME RÉVOLUTIONNAIRE ET SES SUITES BUREAUCRATIQUES

Si quelqu'un se penche sur les écrits de Marx et Engels depuis le moment où ils ont abandonné leur conception du «socialisme vrai» jusqu'à leur acceptation des implications du matérialisme historique, il trouvera que ceux-ci contenaient les éléments d'une méthode qui, par sa nature même, exclut certaines des conceptions et des pratiques du «Marxisme». Ils excluent l'idée d'une révolution faite à la manière de Blanqui⁷; ce sur quoi Lénine même a insisté. Ils excluent également l'idée, défendue avec ardeur par Rosa Luxemburg, d'une mobilisation «spontanée» des masses qui seraient ensuite conduites à la victoire finale par un Parti

7 [NdT: Auguste Blanqui (1805-1881) socialiste et révolutionnaire français. Pour lui la révolution devait être le résultat d'une impulsion donnée par un petit groupe organisé de révolutionnaires, qui donneraient le «coup de main» nécessaire pour amener la peuple vers la révolution.]

socialiste conscient de sa position de classe. Car le résultat inévitable d'une révolution conduite de cette manière, serait la centralisation du pouvoir entre les mains d'une élite expérimentée, et conduirait évidemment à la domination des masses immatures par cette élite dès le lendemain de la prise du pouvoir. C'est pour cela qu'Engels disait que «la grande affaire, c'est de faire bouger la classe ouvrière en tant que classe» et qu'il argumentait que les socialistes allemands aux Etats-Unis commettaient une «erreur fatale» lorsqu'ils essayaient d'imposer leurs dogmes au mouvement américain. C'était en 1886 et juste une année plus tard, il faisait remarquer que c'est l'ampleur que Marx avait donné aux règles de la première Internationale qui était la raison de son influence. «Je pense que toute notre pratique prouve, écrit-il par la suite, qu'il est possible de travailler dans le sens de la classe ouvrière, à chacune de ses étapes, sans pour autant cacher ou modifier nos propres positions et organisations. Et j'ai peur que si les Allemands-Américains choisissent une ligne différente, ils ne commettent une grande erreur.»

Lénine était confronté à une situation très particulière. La Russie avait une très petite bourgeoisie, une classe ouvrière urbaine infiniment plus faible que son énorme paysannerie, et aussi une longue tradition de tyrannie et d'ignorance populaire. Aucune de ces conditions n'était présente dans les démocraties occidentales. Si les Bolcheviques, après qu'ils eurent pris le pouvoir, avaient essayé de gouverner

démocratiquement, même après avoir repoussé les interventions étrangères et réprimé la guerre civile, leur tentative de construire le «socialisme dans un seul pays» aurait été balayée par l'opposition paysanne, surtout inquiète de la propriété privée de la terre. Ce n'était qu'en donnant au pouvoir d'Etat une figure dictatoriale, au sens de Herzen lorsqu'il définit le communisme comme le «Tsarisme à l'envers», qu'ils ont pu imposer le socialisme à la Russie. Car cette dictature leur a permis, à un prix immense, de conduire le pays au bord de la maturité industrielle, qui est nécessaire à l'émergence du socialisme. D'un point de vue organisationnel, il s'est agi d'un des plus grands tours de force de l'Histoire. Mais seuls les fanatiques peuvent ne pas voir – ce que Lénine lui-même a admis⁸ – que ceci était voué à résulter dans la «déformation bureaucratique» du pouvoir d'Etat. Il me semblerait malhonnête, toutefois, de nier que les institutions politiques russes contiennent encore la possibilité d'une démocratisation, mais à moins que les mots cessent d'avoir du sens, une telle démocratisation n'a pas encore sérieusement commencé.

LA BUREAUCRATIE SOVIÉTIQUE, TRAHISON DU MANIFESTE

La Révolution dont Lénine s'est révélé l'architecte suprême a été menée par des méthodes inventées par lui, sans aucun doute sur une base marxiste, afin de coller aux conditions de la Russie.

...Le Manifeste ne propose pas d'échanger une dictature contre une autre: il demande la démocratisation du pouvoir en remettant l'autorité de l'Etat entre les mains de la classe ouvrière...

Son principe central a été d'adapter le Marxisme à ces conditions en transformant la «dictature du prolétariat» en quelque chose ressemblant plus à l'idée jacobine d'un Comité de Salut public, qu'à ce que Marx et Engels avaient décrit. Lorsqu'ils parlaient de «détruire l'appareil d'Etat», ils ne voulaient pas dire qu'un état de siège devait prendre sa place; ils voulaient dire que les socialistes victorieux devaient se séparer des éléments de la démocratie bourgeoise qui sont incompatibles avec la démocratie socialiste – par exemple l'armée

comme caste spéciale, ou une bureaucratie et une justice hostiles, par leur tradition et leur composition de classe, à l'achèvement des objectifs socialistes. Rosa Luxemburg, dès septembre 1918, avait vu cela très clairement. «Sans élections générales, écrit-elle, sans liberté illimitée de la presse et de réunion, sans lutte libre entre les opinions, la vie se meurt dans toutes les institutions publiques, elle devient une vie apparente, où la bureaucratie reste le seul élément actif. [...] La vie publique entre peu à peu en sommeil. Quelques douzaines de chefs d'une énergie inlassable et d'un idéalisme sans borne dirigent le gouvernement, et, parmi eux, ceux qui gouvernent en réalité, ce sont une douzaine de têtes éminentes, tandis qu'une élite de la classe ouvrière est convoquée de temps à autre à des réunions, pour applaudir aux discours des chefs, et voter à l'unanimité les résolutions qu'on lui présente.»⁹

C'est une description prophétique de la relation qui a émergé entre le parti et la classe ouvrière après que la conception léniniste de la «dictature du prolétariat» a été mise en œuvre en Russie soviétique. Quelle que puisse être sa validité ou même sa nécessité par rapport aux conditions de la Russie, ou à des conditions proches, elle est complètement étrangère à la conception que Marx et Engels avaient de la dictature du prolétariat. Et lorsque la conception léniniste a été appliquée à une échelle internationale, son résultat a toujours été un conflit intestine, accompagné d'une lutte pour le pouvoir dans chaque parti; ce qui a conduit à des scissions et à des schismes, avec le même type d'accusations haineuses de trahisons, et de conduite immorale que Lénine, avec les conséquences tragiques que l'on connaît, a fait subir aux dirigeants de la deuxième Internationale, après le début de la première guerre mondiale en 1914. Penser en ces termes, ce n'est pas penser en termes marxistes. [...]

LA SIGNIFICATION DE LA «DICTATURE DU PROLÉTARIAT»

Cette attitude, en fait, va tout simplement à l'encontre des valeurs défendues par *Le Manifeste communiste*. *Le Manifeste* ne propose pas d'échanger une dictature contre une autre; il demande la démocratisation du pouvoir en remettant l'autorité de l'Etat entre les

mains de la classe ouvrière. Il supposait que le déclin du capitalisme avait produit une classe ouvrière assez mature pour comprendre qu'elle devait prendre en main son propre destin et entreprendre la construction du socialisme. Il ne croit pas que cet effort puisse être accompli avec succès avant que les conditions économiques d'une société capitaliste donnée ne le permettent; encore et encore, Marx et Engels, ont clairement affirmé qu'une autre conception était irresponsable. Aucun des deux ne croyaient aux méthodes blanquistes. Aucun des deux ne croyaient une seule seconde, qu'en l'absence des conditions économiques nécessaires, une espèce de Comité de Salut public moderne, sur le modèle jacobin, pourrait établir un mode de production socialiste grâce à des méthodes terroristes. Aucun des deux ne croyaient que la décomposition volontaire des institutions démocratiques n'accélèreraient le passage au socialisme; au contraire, Engels a répété maintes fois que leur point de vue, très différent, était que plus les institutions démocratiques progressaient dans une société, plus la droite s'en éloignerait pour établir une dictature. Ils pensaient que la destruction des institutions démocratiques était la méthode suprême que le capitalisme réactionnaire décadent employait afin de stopper le développement démocratique de la conscience de classe parmi les travailleurs – preuve que le temps est venu pour la transition au socialisme. C'est pourquoi Marx, dans sa célèbre Préface à la Contribution à la critique de l'économie politique, affirme qu'«une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielle de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société»¹⁰. Rien n'indique plus clairement cette maturité, que la puissance avec laquelle les institutions démocratiques peuvent résister aux efforts réactionnaires visant à détruire leur pouvoir de libérer les «rapports de production nouveaux et supérieurs» dont Marx parle.

Aucune des critiques adressées à l'interprétation léniniste du Manifeste ne signifie pourtant qu'un socialiste démocrate puisse croire qu'il existe une

⁸ cf. Lenin, *Selected Works*, (London, 1937), Vol.IX, p.451f.

⁹ *Die Russische Revolution* (1918), p.113. [NdT: traduction française sur www.marxists.org/francais/luxembur/revo-rus/rus4.htm]

¹⁰ *Selected Works*, vol.1, p.356 [NdT: traduction française sur www.marxists.org/francais/marx/works/1859/01/km185901oob.htm]

voie royale qui conduirait tranquillement du capitalisme au socialisme. Les mots prononcés par Marx à l'occasion du procès des Communistes à Cologne sont un avertissement suffisant: «Vous devrez vivre, dit-il en 1850¹¹, quinze, vingt, peut-être cinquante années de guerres civiles et internationales, non seulement pour changer les conditions, mais pour vous changer vous-mêmes et vous rendre aptes à prendre le pouvoir politique.» Mais il ne disait certainement pas cela en croyant que n'importe quelle révolution ou coup d'état étaient des moyens par lesquels les travailleurs pouvaient se changer eux-mêmes et se rendre aptes au pouvoir politique. Il y a d'ailleurs peu de moments aussi dramatiques dans la carrière de Marx et Engels que l'attaque furieuse, bien décrite par Annenkov, contre Wilhelm Weitling¹² pour son incitation irresponsable à la révolution alors que les conditions ne s'y prêtaient pas: «L'essence de sa réponse sarcastique, nous dit Annenkov, était qu'il s'agissait purement et simplement de tromperie de faire se révolter les gens sans leur avoir montré la base solide de leur action. Susciter des espoirs fantastiques, écrit Marx, ne conduit jamais à l'émancipation de ces pauvres diables, mais à leur destruction... tout ce que vous faites avec de telles méthodes c'est de ruiner la cause même que vous voulez défendre.»

CONCLUSION: QUE RETENIR DU MANIFESTE?

La raison pour laquelle Marx et Engels ont toujours clairement pensé qu'un changement fondamental ne pouvait pas se passer de manière pacifique a été exposée par l'historien français Mignet dans son introduction à l'Histoire de la révolution française, publiée en 1824. «Lorsqu'une réforme est devenue nécessaire, et que le moment de l'accomplir est arrivé; rien ne l'empêche et tout la sert. Heureux alors les Hommes, s'ils savaient entendre, si les uns cédaient ce qu'ils ont de trop, si les autres se contentaient de ce qui leur manque; les révolutions se feraient à l'amiable, et l'historien n'aurait à rappeler ni excès, ni malheurs; il n'aurait qu'à montrer l'hu-

manité rendue plus sage, plus libre et plus fortunée. Mais jusqu'ici les annales des peuples n'offrent aucun exemple de cette prudence, dans les sacrifices: ceux qui devraient les faire, les refusent; ceux qui les demandent, les imposent; et le bien s'opère comme le mal, par le moyen et avec la violence de l'usurpation. Il n'y a pas encore eu d'autre souverain que la force.»¹³

Mignet n'était pas un historien socialiste. Néanmoins, un quart de siècle avant la parution du Manifeste, il avait compris un principe essentiel de la philosophie de Marx et Engels. Comme eux, Mignet pensait qu'à certains moments de l'histoire, des changements s'avèrent nécessaires, et que si l'on s'y oppose, ils finissent par s'imposer par la violence. Comme eux, Mignet avait compris que les changements qui deviennent nécessaires sont indépendants du point de vue de ceux qui y sont soumis; et qu'il est même rare que ceux qui en pâtissent les accueillent avec bienveillance. Néanmoins, là où une telle situation est arrivée, il se peut que la révolution violente amène aussi du bon. La confiscation du pouvoir de la classe possédante, dans des situations aussi cruciales, devient la source du bien-être d'une société.

Voilà le message du *Manifeste communiste*. Il a apporté quatre nouvelles conceptions essentielles dans la philosophie sociale. Premièrement, il a montré la relation entre la nécessité du changement et les causes qui rendent ce changement inévitable. Deuxièmement, il a montré le lien entre ce changement et

¹³ Mignet, François-Auguste, *Histoire de la Révolution française depuis 1789 jusqu'en 1814*, Paris, F. Didot père et fils, 1824, p.4

les classes sociales, dont l'antagonisme a été la source principale de conflit entre les Hommes. Troisièmement, il a expliqué pourquoi il y avait des raisons de penser que le conflit entre le mode de vie capitaliste déclinant et l'émergence d'un nouveau mode de vie socialiste, serait la dernière étape de ces conflits, du fait de la lutte des classes. Et il a mon-

...Marx et Engels ont montré comment les Hommes pouvaient prendre conscience de leur position historique et développer ainsi le savoir nécessaire pour faire un pas de plus dans leur long voyage vers la liberté...

tré pourquoi, au moment où ces conflits se termineraient, une nouvelle et plus riche relation entre les hommes naîtrait, car enfin les entraves à la production qui se dressent entre l'humanité et sa maîtrise de la nature seraient abolies. Finalement, Marx et Engels ont montré comment les Hommes pouvaient prendre conscience de leur position historique, et développer ainsi le savoir nécessaire pour faire un pas de plus dans leur long voyage vers la liberté.

LE GLOBAL LABOUR INSTITUTE



Cet encart vous a été proposé conjointement par Pages de Gauche et le Global Labour Institute (GLI).

Le Global Labour Institute (GLI) est une organisation de services au mouvement syndical fondée en 1997 à Genève.

Son but est de soutenir le mouvement ouvrier face à la globalisation de l'économie mondiale et à ses conséquences sociales et politiques, notamment par la mise en réseau de syndicats, mouvements sociaux et mouvements politiques dans la défense des droits humains et démocratiques et de la justice sociale dans tous ses aspects. Le GLI est guidé par les valeurs et principes du socialisme démocratique.

Plus d'informations:
<http://www.global-labour.org/>

¹¹ voir les commentaires éclairants de E.H.Carr, *Karl Marx* (Londres, 1934), p.104.

¹² [NdT: Wilhelm Weitling (1808-1871), ouvrier tailleur et socialiste allemand. Il fût emprisonné en Suisse pour ses idées communistes. Membre de la ligue des justes, il était l'un des représentants du socialisme utopique, apprécié par Marx qui rompit avec lui en 1846.]

DOSSIER: CHINE

«Nous avons de très bonnes lois sur le papier»

Han Dongfang est le rédacteur du China Labour Bulletin (www.china-labour.org.hk) la principale source d'information indépendante sur les luttes ouvrières en Chine (voir encadré). Il fait le point, avec nous, sur l'actualité syndicale en Chine.

Propos recueillis et traduits par Dan Gallin.

Quelles ont été les activités récentes du China Labour Bulletin (CLB) et quelles sont vos priorités pour les mois qui viennent?

Le CLB a commencé un programme d'aide juridique pour soutenir les travailleurs chinois en 2002. Nous l'appelons le «programme d'intervention cas par cas». Notre objectif est d'utiliser la législation chinoise existante pour défendre les droits des travailleurs. C'est très clair: nous avons de très bonnes lois en Chine sur le papier, mais elles ne sont pas appliquées en pratique. Nous pensons que plus nous utiliserons le système légal et les lois pour protéger les droits des travailleurs, plus ceux-ci deviendront confiants dans leur propre force. Nous pensons aussi que si les travailleurs ne prennent pas confiance en eux-mêmes, un mouvement syndical puissant ne peut émerger. Dans les quatre premières années où nous avons tenté cette approche, nous avons pris en charge plus de cinquante

...nous n'avons pas été surpris de gagner la plupart des causes devant les tribunaux...

cas et nous n'avons pas été surpris de gagner la plupart des causes que nous avons portées devant les tribunaux. Nos cas concernent des maladies professionnelles, la compensation pour accidents au travail, des arriérés de salaire, des indemnités de licenciement. Nous avons mis sur pied un réseau de plus de trente avocats dans onze provinces. Depuis l'été

2006, nous avons commencé à travailler directement avec des étudiants d'avocats.

Sur la base de nos cas d'intervention, le CLB a aussi recherché et publié des rapports sur la politique en matière de relations de travail. A l'aide de ces rapports, nous essayons d'influencer les orientations de la politique et du travail législatif en Chine. Nous cherchons à transmettre aux travailleurs une vision plus positive des possibilités d'utiliser le système légal existant pour défendre leurs droits.

Comment évaluez-vous l'évolution récente de la FSC et quel sens faut-il attribuer à ses campagnes chez Wal-Mart et dans d'autres sociétés étrangères?

La majorité des travailleurs en Chine travaillent dans les usines, autant celles qui appartiennent à des investisseurs étrangers que les anciennes entreprises publiques qui ont été privatisées. Du point de vue d'une stratégie d'organisation syndicale réaliste, le mouvement syndical chinois devrait se concentrer plus sur ces travailleurs des usines pour créer un fondement solide du syndicat. Même dans son propre intérêt, la FSC devrait se tourner vers ces travailleurs des usines plutôt que vers ceux du commerce pour compenser la perte de ses membres – à la suite de la privatisation des entreprises publiques, les syndicats de branche de la FSC ont quasiment disparu. Mais, au lieu de répondre à son propre besoin de renforcer le pouvoir que ses membres lui donnent, la FSC est allée chez Wal-Mart. Certes, ce grand show lui a apporté une attention internationale, mais pas de membres ni de pouvoir réel.

Soixante-deux «syndicats» ont été créés chez Wal-Mart il y a à peu près une année, mais aucun de ces «syndicats» n'a commencé à négocier avec la direction dans l'intérêt des tra-

...la FSC a approché Wal-Mart dans un but de publicité internationale...

vailleurs qu'ils sont censés représenter. Il est très clair que la FSC a approché Wal-Mart dans un but de publicité internationale plutôt que dans celui de construire le mouvement syndical chinois. Evidemment, les travailleurs chinois ont besoin d'un syndicat capable de négocier de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail.

Que peuvent faire les syndicalistes en Suisse de plus utile pour aider les travailleurs chinois?

Il existe une loi en Chine qui permet aux travailleurs chinois de négocier des conventions collectives de travail avec un employeur, mais la FSC n'a jamais cherché à s'en servir. Le CLB essaye de trouver quelques sociétés étrangères de bonne réputation avec lesquelles il serait possible de travailler en utilisant cette loi pour conclure une CCT entre les travailleurs et la direction. Si un syndicat suisse pouvait s'entendre dans ce sens avec des sociétés suisses qui ont des relations commerciales avec la Chine ou qui produisent en Chine, il serait possible pour le CLB de mettre sur pied des projets-pilotes pour utiliser cette loi directement au bénéfice des travailleurs.

HAN DONGFANG L'IRRÉDUCTIBLE

Né en 1963 à Pékin, Han vit son enfance dans des conditions précaires. Après l'école, il s'engage dans l'armée par idéal communiste, mais, trop indépendant, on lui refuse la promotion ainsi que sa demande d'adhésion au PCC. En 1984, il est engagé comme électricien dans les chemins de fer.

Trois ans plus tard, il est témoin de la répression policière d'une manifestation étudiante à Pékin – il dira plus tard que «c'est là où mes dernières illusions s'effondrèrent». En 1989, il rejoint les étudiants qui manifestent sur la place Tiananmen pour la démocratie, en pensant que celle-ci devrait s'appliquer aussi aux entreprises. Il participe à la fondation du Syndicat ouvrier autonome de Pékin mais, après l'intervention brutale de l'armée, recherché par la police, il se constitue prisonnier.

Pendant sa détention, il devient tuberculeux. Après plusieurs grèves de la faim, proche de la mort, il est relâché en 1991 pour traitement médical. L'année suivante, sur intervention des syndicats américains, il obtient un visa pour les Etats-Unis où il est guéri. Dès qu'il en est physiquement capable, il essaie sans succès de retourner en Chine.

Il s'établit alors à Hong Kong et, en 1994, fonde le China Labour Bulletin, qui surveille les questions liées à la condition ouvrière en Chine et milite pour un syndicalisme indépendant. Il anime aussi une émission sur Radio Free Asia qui s'adresse à environ 40 millions d'auditeurs sur le continent et traite des droits des travailleurs chinois.

Un syndicalisme libre et démocratique peut-il exister en Chine? En réalité, il existe déjà, dans les territoires qui échappent au contrôle direct de Pékin. A Hong Kong, une confédération syndicale indépendante, la HK Confederation of Trade Unions a été fondée en 1990. Elle compte aujourd'hui 170'000 membres et joue un rôle de premier plan dans le mouvement démocratique de Hong Kong.

DOSSIER: CHINE

«Créer un contre-pouvoir au capitalisme global!»

Face à une économie mondialisée, quel est le rôle des fédérations syndicales internationales et à quels obstacles majeurs doivent-elles faire face? Eclairages sur la question avec Vasco Pedrina, ancien président d'UNIA et actuel vice-président de l'Internationale du Bois et du Bâtiment (IBB).

Quelles sont les stratégies des syndicats du Nord pour faire face au dumping social des pays du Sud, notamment la Chine et l'Inde? Quels sont les principaux instruments pour combattre la détérioration des conditions de travail?

D'abord, si on prend l'exemple de la Suisse, on se rend compte que ses exportations vers les pays du sud sont plus importantes que les importations. Bien sûr, certaines productions souffrent de la concurrence des pays du Sud, comme dans le textile. Mais on peut dire globalement que des pays comme la Suisse et l'Allemagne profitent largement de ces échanges, indépendamment des bas salaires.

Pour en revenir aux stratégies et aux instruments à disposition des syndicats du Nord, il faut souligner que l'on a affaire, en Inde et surtout en Chine, à une exploitation des travailleurs et à un non-respect absolument éhonté des droits syndicaux. Et ce sont les syndicats et la gauche européenne qui doivent avant tout veiller à cette situation par une dénonciation systématique et forte des abus; ce qui n'est malheureusement pas encore suffisamment le cas aujourd'hui. L'objectif est de faire converger les niveaux de salaire à la hausse – un objectif primordial à l'heure des flux migratoires impressionnants que génère la mondialisation. Pour y parvenir, il y a quatre axes principaux: d'abord avec les multinationales, les internationales syndicales oeuvrent pour obtenir des accords-cadres, fixant des standards sociaux minimaux. Un deuxième axe est le lobbying qu'on essaie de mener sur des structures telles que l'OMC, en vue de négocier des conditions garantissant un libre-échange

équitable. Ensuite, d'entente avec l'OIT, on agit pour la négociation de normes sociales fondamentales en faisant pression sur les gouvernements. Enfin, on a réalisé que ce qui a trait aux marchés publics dans le bâtiment (comme la construction de routes, d'écoles, etc.) était très souvent cofinancé par les institutions internationales, comme la Banque Mondiale par exemple. Notre rôle est de veiller à ce que les mandats que ces institutions accordent soient porteurs de garanties sociales.

Quel est le rôle des fédérations syndicales internationales? Ont-elles gagné en importance dans le contexte de globalisation économique?

Certes, elles ont gagné en poids, mais c'est encore très insuffisant en regard des défis que pose la globalisation. Cela est dû à plusieurs facteurs, comme les disparités des forces syndicales, ou aussi des différences de «culture» syndicale entre un pays et un autre. De plus, il y a souvent un manque de volonté de «céder» des compétences du niveau national à un niveau international. Mais aujourd'hui la pression du brutal-capitalisme est telle qu'on réalise de plus en plus l'importance de ces structures internationales, et que cet internationalisme est le seul vrai moyen de créer un contre-pouvoir au capitalisme global. Pour ce faire, il faut lancer plus de campagnes internationales, comme ce fut le cas par exemple contre la directive Bolkestein! Dans ce contexte, il est intéressant de voir le jeu des alliances entre pays, ou encore les différents intérêts qui dictent les stratégies de certains syndicats nationaux...

Quelles stratégies pour les syndicats helvétiques?

La Suisse a une longue histoire d'engagement dans le syndicalisme international, surtout dans la métallurgie et le bâtiment. Dans le passé, le fait que la Suisse ait plusieurs langues nationales expliquait en partie sa forte représentation. Elle pouvait y jouer plus facilement un rôle de médiation. De nos jours,

...La Suisse a une longue histoire d'engagement dans le syndicalisme international...

et après une période où elle a été un peu moins sur le devant de la scène, la Suisse reprend de l'importance dans ces structures. Pour ce qui est des stratégies, je peux par exemple citer le travail qu'on effectue dans les coopérations transfrontalières, par ex. à Genève ou au Tessin, qui connaît la libre-circulation des membres syndicaux entre Unia et la CGIL italienne. De plus, avec le problème des travailleurs détachés, des accords ont été conclus avec les syndicats autrichiens et allemands afin de garantir un suivi des travailleurs et qu'ils restent syndiqués.

Comment cela se passe-t-il dans le secteur du bois et du bâtiment?

Pour illustrer la situation, on peut prendre trois exemples. Le premier est un projet en coopération avec les mouvements sociaux altermondialistes. Avec UNIA, l'USS et l'IBB nous avons lancé, lors du Forum Social Mondial de Nairobi une campagne en vue de la coupe du monde de football 2010 en Afrique du Sud. Cette campagne se nomme «Fair games, fair play». Sont attendus en Afrique du Sud pour construire les infrastructures (stades. ...) entre

20'000 et 150'000 ouvriers selon les années, et on a de très fortes craintes d'assister à un dumping massif! La FIFA a répondu par la négative à notre sollicitation quant à des garanties visant à protéger les travailleurs locaux. Nous allons donc mener des actions de protestation aussi en Suisse. On lie d'ailleurs cette campagne avec l'actualité suisse et la situation analogue à Zurich avec le stade de football censé accueillir des matches de l'Euro 08. Le deuxième exemple a trait à ma tâche principale au sein de l'IBB: l'aide au développement syndical des pays du centre et de l'est européen. En Suisse, un grand projet de renforcement des syndicats a été lancé dans ce sens entre UNIA, l'OSEO et l'IBB. Ce projet est financé par le Milliard de l'Est, et c'était là une des conditions que les milieux syndicaux helvétiques avaient posé à Mme Calmy-Rey pour que ceux-ci soutiennent le «oui» au texte. Le troisième exemple fait référence à ce que je disais avant: il y a environ dix ans, on s'est aperçu qu'entre deux tiers et trois quarts des projets de routes, écoles, ponts sont cofinancés dans le Tiers Monde par la Banque Mondiale. Il y a eu des négociations avec celle-ci pour qu'au moment où elle accorde un mandat et des crédits, elle engage les maîtres d'œuvre locaux au respect d'un certain nombre de normes de l'OIT. On en est encore au stade de projets-pilotes, et il n'existe pour l'heure pas de réglementation générale dans ce domaine. Mais le but, c'est d'y parvenir un jour!

*Propos recueillis par
Maurizio Colella*

« Le Forum social mondial, un espace en expansion »

Le Forum social mondial n'est ni un mouvement, ni une super-organisation, mais un espace planétaire d'échange et d'apprentissage, pour la recherche d'alternatives et d'agendas communs des mouvements sociaux. Interview avec Francisco «Chico» Whitaker



Propos recueillis par Sergio Ferrari, E-CHANGER

Passant du simple au complexe, Chico Whitaker utilise la pédagogie politique la plus essentielle pour rappeler l'ABC de cette «*construction, qui tient beaucoup du laboratoire et de l'expérience en cours*», selon son raisonnement.

Le levier mobilisateur, dénominateur commun de cet espace: le combat contre «*le néo-libéralisme et le capitalisme autoritaire qui mènent la planète et ses habitants à la ruine*».

Si l'on parle de la logique des relations au sein du FSM, «*prédomine l'horizontalité: tous égaux, sans coordinateurs, représentants, ni porte-parole. L'espace n'a pas de voix*», affirme Whitaker. «*Les gens d'en bas doivent s'engager avec de nouvelles perspectives, qui passeront par des actions diverses et multiples*», à savoir la société civile – les mouvements sociaux

– comme actrice politique à part entière

Idéalisme, utopies potentielles? Surtout impulser «*une nouvelle culture politique en construction*», qui se reflète dans les points essentiels de la *Charte de principes du FSM*, en vigueur depuis 2001 et qui a été «*la clé fondamentale*» pour assurer la continuité de cette dynamique particulièrement novatrice.

BRISER LES DOGMES

De nombreuses voix affirment que le FSM connaît une perte de son pouvoir de rassemblement et une chute de sa vitesse de croisière. Une affirmation aussi provocante suscite une réaction tranchante de Whitaker: pour lui, le FSM est un espace où les gens, la société civile de tous les pays du monde peuvent se rencontrer, échanger, chercher des solutions communes. «*Cet espace n'est pas en phase de reflux. Il le serait si*

personne ne voulait continuer à se retrouver et à s'organiser. Ce n'est pas le cas.»

Whitaker prend du recul et admet des nuances conceptuelles. «*Quand certains affirment que l'altermondialisme est en recul, ils font référence à la situation de certains mouvements sociaux.*» Cette idée implique, reconnaît Whitaker, que «*ces mouvements n'ont pas encore trouvé de réponses intégrales à un modèle néo-libéral, avec sa composante militaire, qui continue à être très forte.*»

Pour Whitaker, «*nous ne devons pas imposer un programme politique au FSM. Les mouvements sociaux doivent définir leur propre programme. Mais aucun de ces mouvements ne peut prétendre être l'unique ni le meilleur. La diversité énorme qui règne au sein du FSM ne cadre pas avec un projet unique intellectuellement prédéfini.*»

Chaque jour apparaissent de nouveaux acteurs et protagonistes. La thématique écologique, par exemple, a crû durant ces dernières années de manière incroyable. Le concept de la responsabilité sociale des entreprises s'est aussi développé, certaines commencent à s'interroger sur l'idée même du profit. «*C'est pourquoi nous ne pouvons pas réduire le FSM à un modèle complet et achevé. Nous ne pouvons revenir en arrière en appliquant des recettes du passé. Cette situation n'empêche nullement qu'à un moment donné, l'humanité puisse définir la société nouvelle que nous voulons tous. Mais ce sera un long processus qui exigera de la patience*», souligne Chico Whitaker.

WHITAKER, DU MILITANT SOCIAL AU PRIX NOBEL ALTERNATIF

Francisco Chico Whitaker est membre du Comité d'organisation du Forum social mondial – devenu Secrétaire international du Forum – comme représentant de la Commission brésilienne *Justice et Paix* (CBJP), organisme de la Conférence nationale des Evêques du Brésil (CNBB). Né en 1931, il a milité dans les mouvements de jeunesse de l'Eglise catholique du Brésil durant les années 1950. Architecte diplômé, il a travaillé dans la planification urbaine et régionale des politiques publiques. Lors du coup d'Etat militaire de 1964, il exerçait les fonctions de directeur de la Planification à l'Institut de la réforme agraire et dut quitter le Brésil. Exilé durant quinze ans, Whitaker a enseigné en France dans un institut de formation de cadres pour le Tiers-monde (IRFED), travaillé au Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD). Il a également été consultant pour l'UNESCO et a travaillé aux Nations Unies (CEPAL) au Chili, avant et pendant le gouvernement Allende. A son retour au Brésil (1981), Whitaker fut l'assistant du cardinal Dom Paulo Evaristo Arns, archevêque de São Paulo. Il fut élu à deux reprises au Parlement municipal de São Paulo, comme membre du Parti des Travailleurs (PT). Le 1er janvier 2006, il en démissionna, en raison de ses désaccords avec le contenu de la politique menée par le PT et les dérives éthiques qui marquèrent le premier mandat présidentiel de Lula. Le 8 décembre, Whitaker reçut à Stockholm le prix Nobel alternatif. Quelques semaines auparavant, il venait de présenter en Suisse et en France l'édition française de son livre *Changer le monde, (nouveau) mode d'emploi*, publié auparavant en portugais et en espagnol.

sf

Impôt sur les successions: reprendre la main!

Aujourd'hui en Suisse, l'imposition sur les successions tend à se réduire comme peau de chagrin dans les quelques cantons qui la pratiquent encore. Il est temps que la gauche se fasse entendre sur ce sujet.

La Suisse ne connaît pas d'impôt fédéral sur les successions. C'est au niveau cantonal qu'il existe encore de maigres impôts de ce type, mais ils tendent à disparaître. En 1990, 19 cantons connaissaient ce type d'impôt. Aujourd'hui, un seul impose encore les successions entre conjoints et six seulement les héritages en ligne directe (enfants et petits enfants). De plus, les taux sont très bas (voir tableau ci-dessous): entre époux: 0%, succession en ligne directe: 1-4%, et entre personnes non parentes: 0% à 54,6%. En comparaison, la France taxe de manière progressive la succession entre époux (5%-40%), en ligne directe (5-40%) et entre personnes non parentes (60%). Néanmoins, le nouveau président Sarkozy propose de réduire drastiquement cet impôt.

QUI EST CONTRE L'ÉGALITÉ DES CHANCES?

En dépit (ou peut-être à cause) de la quasi-inexistence désormais en Suisse d'impôts sur les successions, le porte-voix de la bourgeoisie libérale zurichoise, la NZZ (du 14.4), se lamente sur ces «impôts sur la mort» et réclame jusqu'aux justifications libérales traditionnelles en faveur de cet impôt.

Les libéraux classiques (du type de John Stuart Mill au XIXe siècle) pensaient que la société devaient récompenser le mérite individuel. En conséquence ils s'opposaient à ce que des fortunes puissent être transmises au sein de la famille. D'après eux, cela a pour effet de créer une classe de rentier dont le seul mérite est d'être «bien né» et tue l'esprit d'entreprise. Les libéraux contemporains (dans la suite de John Rawls) pense qu'une société juste doit favoriser l'égalité des chances

et qu'il est donc injuste que certains-e-s débutent dans la vie avec des ressources foncièrement différentes des autres. Si on veut que l'égalité des chances ne soit pas un vain mot, le premier pas est l'imposition lourde des successions. La NZZ balaie d'un revers de main ces arguments en prétendant (comble de la mauvaise foi!) que si l'on prend au sérieux l'égalité des chances, la taxation des héritages ne suffit pas et qu'il faut remettre à plat l'ensemble des structures sociales et la répartition des richesses. En effet! L'imposition lourde des héritages ne suffit pas, mais elle serait assurément un pas dans la bonne direction.

A L'OFFENSIVE!

Si on se souvient qu'il y a quelques années à peine c'était le conseiller fédéral PRD Kaspar Villiger qui avait proposé un tel impôt, on mesure l'ampleur de la régression sociale et l'arrogance désormais sans borne de la droite prétendument libérale.

Face à une telle situation, on peut se demander si la position défensive de la gauche (initiative pour la justice fiscale, référendum contre la réforme de l'imposition des entreprises) ne gagnerait pas à être appuyée sur une demande plus offensive (qui figure au programme du PSS): la création d'un impôt fédéral sur les successions et les donations.

ALLIANCES AVEC LES VRAIS LIBÉRAUX

Pour dégager une majorité politique au niveau fédéral, il serait nécessaire de décliner cette proposition sous une forme qui pourrait, au-delà de la gauche, regrouper les «vrais» libéraux (qui existent au PDC et au PRD). On pourrait ainsi imaginer la formulation d'une politique pour l'égalité des chances et l'innovation. Elle se déclinerait en deux volets: 1) création d'un impôt fédéral sur les successions et les donations 2) affectation de cet impôt à un fonds pour l'égalité des chances qui investirait dans la formation (par exemple sous la forme d'un système fédéral pour les bourses d'études,

contrepartie de la fédéralisation de la formation). Cette politique d'égalité des chances agirait ainsi sur deux fronts: 1) moindre transmission de la richesse au sein de la famille, donc plus d'égalité des chances et incitation à l'innovation 2) développement de l'éducation, de la formation et de la recherche qui permettent, dans une certaine mesure, de redistribuer les cartes entre individus. Au PS de proposer une alliance sur ce sujet aux Verts et à une fraction de la droite. Il n'y aurait là encore rien de révolutionnaire, mais ce serait un premier pas vers plus de justice sociale, un meilleur niveau de formation et moins de rentiers improductifs.

Romain Felli

Taux d'impôt (entre parenthèses: franchise). Etat en octobre 2006 (complété pour FR en mai 2007)			
Canton	Conjoint-e	Enfants et petits-enfants	Autres personnes
AG	0	0	max. 32%
AR	0	0	max. 32%
AI	0	1,5% (50 000.-)	max. 20%
BL	0	0	max. 45% (10 000.-)
BS	0	0	max. 49,5% (2000.-)
BE	0	0	max. 40% (10 000.-)
FR*	0	0	max. 50% (5000.-)
GE	0	0	max. 54,6% (500.-)
GL	0	0	max. 25%
GR*	0	1%-4% (10 000.-)	max. 6%
JU	1,25%-7,5%	1%-3% (1000.-)	max. 40% (1000.-)
LU	0	0-2% (100 000.-)	max. 40% (1000.-)
NE	0	3% (50 000.-)	max. 45% (10 000.-)
NW	0	0	max. 15% (20 000.-)
SG	0	0	max. 30%
SH	0	0	max. 50%
SO	0	0	max. 30%
SZ	0	0	0
TI	0	0	max. 41%
TG	0	0	max. 28%
UR	0	0	max. 30%
VD*	0	1,2%-3,5% (250 000.-)	max. 25%
VS	0	0	max. 25% (10 000.-)
ZG	0	0	max. 40%
ZH	0	0	max. 42%

* Dans ces trois cantons, la plupart des communes perçoivent également un impôt communal sur les successions.

Source: NZZ (14-15.3.2007), Banque Sarasin

Elections municipales à Genève

Genève vient de renouveler ses autorités communales. Petit tour d'horizon post-électoral...

Par Eric Peytremann

En Ville de Genève, l'Alternative, soit les Socialistes, les Verts et A gauche toute! (AGT) conserve une légère majorité de deux sièges (42 sur 80) au conseil municipal malgré le recul d'AGT alors que les Socialistes et les Verts progressent. Le Mouvement Citoyen Genevois (MCG), qui se dit «ni de gauche ni de droite» mais siège à droite de l'UDC au Grand Conseil a raté de peu son entrée au parlement de la Ville après sa percée lors des cantonales de 2005. Le fait marquant, c'est la déroute des libéraux, jadis le plus puissant parti de la Ville.

Dans le reste du canton, les Verts progressent, y compris dans les grandes communes de la périphérie, telles que Meyrin, où ils deviennent le premier parti. Dans ces grandes communes, l'UDC et le MCG obtiennent de

bons résultats, mais ensemble ne progressent pas plus que les Verts.

On note une forte progression de la présence féminine, à commencer par le nombre des candidates, qui dépasse pour la première fois le tiers. Au final, le parlement de la Ville, et c'est historique, comporte 56% de femmes: l'électorat élit donc des femmes bien au-delà de la proportion représentée sur les listes concoctées par les partis.

CONSEILS ADMINISTRATIFS

En Ville de Genève, et malgré un appel de la Tribune de Genève au boycott du candidat d'AGT, l'Alternative a réussi à placer ses quatre candidat-e-s. L'Entente bourgeoise n'obtient qu'un seul siège, au grand dépit du candidat radical, qui bénéficie pourtant d'un fort soutien médiatique.

Dans les autres communes, on note quelques résultats réjouissants pour l'Alternative, notamment à Onex, où la nouvelle élue socialiste et le socialiste sortant formeront un gouvernement majoritaire. A Vernier, le socialiste sortant a fait un excellent score, entraînant dans son sillage le candidat Vert, alors qu'à Lancy c'est l'inverse: un Vert réélu, et un nouveau socialiste.

Un revers à Carouge, où les Socialistes ont décidé un renversement d'alliance: au lieu de faire liste commune avec la candidate sortante d'AGT comme précédemment, ils sont partis en campagne avec les Verts, laissant choir leur alliée d'antan. Cette dernière, fort populaire et partie seule au combat, a été réélue brillamment alors que la candidate Verte ne passait pas la rampe, et que le PS perdait son siège, permettant ainsi à la droite de reprendre la majorité. Mau-

vais calcul qui en a irrité plus d'un: il aurait été plus avisé de former une liste de l'Alternative à trois.

A ce point de l'analyse les choses prennent une dimension qui dépasse le cas particulier de Carouge, puisqu'en Ville de Genève par exemple, certains ont estimé qu'une liste de l'Alternative à cinq avec une Verte en sus avait des chances de passer. Or le PS souffre d'une phobie du monocole, en souvenir douloureux du gouvernement cantonal 100% bourgeois de la législature 1993-1997. A quoi l'on peut objecter que l'Alternative est loin d'être homogène: en son sein, les décisions sont toujours négociées, et ces tractations seront vraisemblablement de plus en plus laborieuses au fur et à mesure de l'intrusion des Verts libéraux, si l'on en juge par ce qui se passe ailleurs en Suisse.

Vaud: jours fériés pour tou-te-s!

Par Grégoire Junod, secrétaire syndical, président du Parti socialiste lausannois

Une chose est sûre: d'ici le 17 juin prochain, les Vaudoises et Vaudois sauront sur le bout des doigts ce qui différencie un jour de congé usuel d'un jour férié légal. Cette question juridique mais surtout politique est en effet au cœur du débat relatif à l'initiative populaire «2 janvier et lundi de Pentecôte: jours fériés pour toutes et tous!». Si la grande majorité des salariés a congé ces deux jours, beaucoup ignorent que ceux-ci ne font pas partie des jours fériés officiels fixés par la loi vaudoise; c'est la coutume, et rien d'autre, qui veut que nous ayons congé.

Cette différence n'aurait pas grande importance si des employeurs n'avaient pas profité de cette brèche législative pour faire travailler leurs employés le

2 janvier et le lundi de Pentecôte. Aujourd'hui, c'est surtout le secteur de la grande distribution qui est concerné. Depuis quelques années, un nombre croissant de commerces ouvrent leurs portes le 2 janvier, en particulier dans les grandes villes. En 2003 – cela avait fait passablement de vagues – plusieurs grands commerces, dont Coop et Migros-Vaud, avaient également annoncé leur intention d'ouvrir le lundi de Pentecôte.

MOBILISATION SYNDICALE

Dans les faits, ces ouvertures «sauvages» mais légales ont pu être limitées grâce à la mobilisation syndicale et à l'adoption dans plusieurs communes de dispositions règlementaires sur les heures d'ouverture des magasins. Cela dit, aucune solution cantonale n'existe à l'heure actuelle. C'est la raison pour laquelle les syndicats, appuyés par la gauche, les églises et plusieurs asso-

ciations ont lancé une initiative populaire pour que le 2 janvier et le lundi de Pentecôte deviennent des jours fériés officiels. C'est sur celle-ci que nous voterons le 17 juin prochain.

STOPPER L'EXTENSION DES HORAIRES

Les termes du débat sont simples. Cette votation s'inscrit dans la liste des scrutins populaires ayant trait à l'extension des horaires de travail. Après l'ouverture des commerces dans les grandes gares le dimanche – acceptée au niveau national mais refusée dans le canton de Vaud –, les Vaudois devront donc dire s'ils souhaitent que le 2 janvier et le lundi de Pentecôte restent des jours fériés. En première ligne, les vendeuses évidemment qui sont les premières à faire les frais du vide juridique actuel. A cet égard, un oui le 17 juin prochain représenterait bien plus qu'un

simple maintien des acquis. Pour les salariés de la vente, ce serait un vrai progrès.

Mais l'enjeu ne s'arrête pas aux portes de la grande distribution. Il s'agit aussi d'éviter que l'extension des horaires ne fasse tâche d'huile et concerne progressivement de plus en plus de salariés. Toutes les entreprises peuvent aujourd'hui – sauf si une convention collective l'interdit – faire travailler, sans aucune compensation, leurs employés le 2 janvier et le lundi de Pentecôte.

Enfin, il faut savoir que les Vaudois sont parmi les plus pingres en matière de jours fériés. Selon la loi fédérale, les cantons ont la liberté de fixer 8 jours fériés assimilés à un dimanche en plus du 1er août. Le canton de Vaud n'en a que six... Avec le 2 janvier et le lundi de Pentecôte, cela fera huit, comme dans presque tous les cantons suisses. CQFD.

Tant de cerveaux disponibles

Un ami ou un collègue vous envoie un beau matin un email avec un lien vers une vidéo de mauvaise qualité. On y voit un homme éméché ressemblant fortement à un célèbre animateur TV, jetant des grains de raisins en l'air, puis des stewards qui tentent de maîtriser l'homme en question, qui finit par frapper les passagers avec un bras arraché à un membre du personnel de bord.

Ce petit montage n'est pas la victoire de l'information citoyenne, révélant une vérité (la dépendance d'une de ses icônes à divers produits non-commercialisables) que l'establishment médiatique aurait préféré dissimuler. C'est au contraire la victoire du marketing le plus absolu, au profit d'un hebdomadaire «thrash», avec le slogan «si c'était vrai, ce serait dans *** Hebdo». En utilisant un fait d'actualité (la vidéo faisant référence à un incident bien réel) et en le parodiant, ladite publication a réussi à augmenter le nombre de visites de son site – déjà fort populaire – par cinq, sans parler du demi-million de visionnage des deux versions de la vidéo avant qu'elle ne soit interdite. Depuis, les 15'000 euros d'amende et l'obligation de retirer la vidéo du site du journal ne sont rien comparé au retombées obtenues.

RUMEURS

Cet exemple de stratégie «virale» basée sur le bouche-à-oreille et sur la participation du public cible et de son réseau, constitue le nouveau terrain de jeu de nos Mengers du marketing. Le web, avec sa vrai-fausse révolution «2.0», et la convergence avec la téléphonie mobile, offre un espace infini de création de «temps de cerveau disponible». Mais avantages du «buzz» («rumeur») et du «viral» constituent aussi leurs défauts: ils sont (relativement) incontrôlables puisque tablant sur un effet «endémique», mais ils permettent un ciblage efficace vers une population choisie. On est ici à l'opposé du matraquage à l'aveugle qui a longtemps caractérisé les campagnes publicitaires à la télévision, et qui imposait des choix consensuels et peu efficaces. Car si la TV (et le patinage

artistique) reste un formidable vecteur concernant la ménagère de plus de cinquante ans, les catégories plus jeunes se montrent blasées face au phénomène publicitaire. Charge aux marques de réussir à interpeller ces publics souvent devenus «niches».

Depuis les événements de 2005 dans les banlieues, l'UMP a acheté un certain nombre de « mot-clés » sous Google (dont «banlieues», «présidentielles» et «François Bayrou»!), via son offre payante «AdSense» qui permet de faire apparaître votre publicité en relation avec une recherche. Les deux candidats ont chacun développé leur «blog» participatif avec des équipes exclusivement dévolues à leur animation. Ces sites ont permis de tester des propositions et de créer un réseau actif où chacun devait attirer à son tour d'autres participants. Un élément frappant fut aussi l'utilisation du mobile comme outil de mobilisation. Cette technologie permettant de « relancer » régulièrement les sympathisants bien au-delà du traditionnel tissu militant est à la source de la participation sans précédent aux divers meetings et des assistance fournies lors des divers déplacements des candidats.

HORIZONS BOUCHÉS

Les campagnes politiques seront à l'avenir inmanquablement liées au développement et au contrôle accru de ce type de communication. Pour autant, les mouvements militants ont longtemps été à l'avant-garde de la communication. Ainsi la tradition des affichages sauvages et des graffitis souvent anonymes a simplement été «récupérée»

par les stratégies de «guérilla urbaines», consistant à afficher des messages ou à «habiller» la rue selon un concept si possible décalé du produit final. C'est cette même récupération d'un univers d'expression vierge de tout intérêt financier qui finira par lasser son audience...

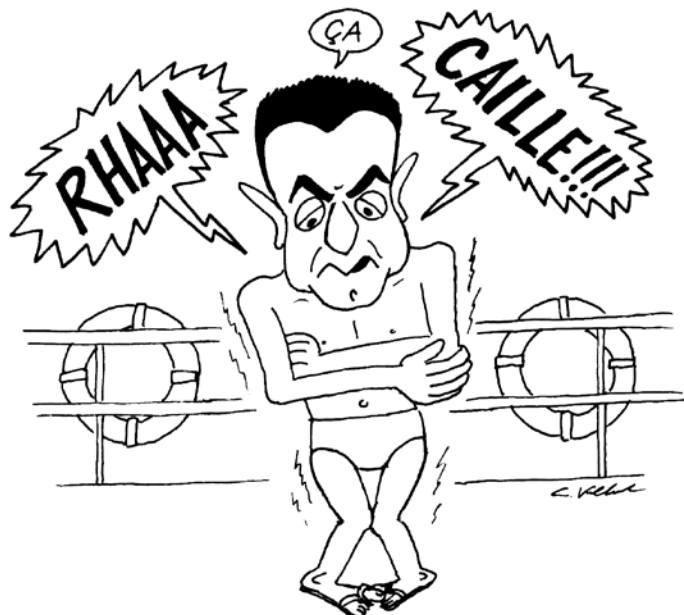
Nicolas Gachoud

PDG À L'HEURE DE LA COMM'

Tentons l'aventure avec votre mensuel politique préféré. L'étape initiale passe par l'aspect confidentiel et «insider» de votre message. Quelques «initiés» (conseillers d'Etats, journalistes, députés remuants) préalablement triés sur le volet recevront par exemple un petit CD de chants révolutionnaires dans une enveloppe affranchie au bureau de poste sur la Place Rouge. Tapissez ensuite les murs d'affiches du type «Si Léon nous avait lu, on n'en serait pas là» (recommencez à l'identique avec Fidel, Joseph et Moritz) et siglée «PdG». Une fois votre campagne reprise (en bien ou en mal) dans d'autres publications et dans la blogosphère, organisez une soirée select qui coïncidera avec la sortie de votre nouvelle maquette, en présence de peuples «positifs» (Lolita Morena et un quelconque footballeur, Michel Bühler ou Stress étant considérés comme «anxiogènes»). Le résultat dépassera certainement ceux d'un mailing général appelant à la générosité des camarades, avec un effet plus durable.

SARKO: PRÉSIDER AUTREMENT?

LES VACANCES DE MONSIEUR SARKO JETTENT UN FROID...



«La recherche de cohérence entre la vie quotidienne et nos principes»

Entretien avec Franco Cavalli, conseiller national socialiste sortant (TI).

Avec le recul de tes nombreuses années d'activité militante et parlementaire, que signifie pour toi, aujourd'hui, l'engagement socialiste?

Je suis entré au PS en 1964, 5 ans plus tard j'étais expulsé avec toute l'aile gauche, qui donnait naissance au Partito Socialista Autonomo, la version tessinoise des mouvements similaires (p. ex. POCH) qui se produisaient alors un peu partout en Suisse. Je suis rentré au PS en 1990, quand il y a eu la fusion des deux partis socialistes. Pendant longtemps, je me suis concentré sur l'activité extra-parlementaire, surtout dans les mouvements tiers-mondistes. Au niveau institutionnel, j'ai fait partie du législatif au niveau communal, cantonal et fédéral; j'ai par contre refusé pour des raisons professionnelles de devenir conseiller d'Etat au Tessin. Je raconte tout cela pour mettre en lumière ce que j'entends par engagement socialiste. Pour moi, il faut se battre sur le plan politique tout en étant, et peut-être surtout, actif au sein de la société civile et des mouvements sociaux. J'ai aussi toujours compris mon engagement professionnel comme une partie importante de mon rôle politique. Avant mon arrivée au Tessin, il n'y avait pas d'oncologie. La construction d'un service public dans ce domaine était pour moi mon «premier défi et devoir politique». L'engagement socialiste c'est pour moi cela: la recherche de la cohérence entre la vie de tous les jours et nos principes, alliée à une activité militante dans la société, mais également dans les institutions.

Dans le débat d'orientation au sein de la gauche, quel doit être le rôle du parti socialiste?

Contrairement à beau-

coup de pays en Europe, nous avons en Suisse un PS sans alternatives valables à notre gauche sur le plan national. Nous devons donc être une force de gauche pluraliste, qui devrait jouer le rôle principal dans le débat d'orientation.

Hélas, nous le faisons trop peu. Au PS, on n'a même pas discuté sérieusement de ce qu'a signifié la chute du mur en 1989 et les conséquences que celle-ci a engendrées: une violente globalisation avec la progressive précarisation du travail et le recul des droits sociaux. Pour le débat d'orientation, on pourrait partir de la raison d'être du PS: changer la société capitaliste et la dépasser. Alors pour s'orienter, il faut couper avant tout le nœud gordien gouvernement/ opposition. Ma thèse a toujours été la même: le PS et la gauche en général doivent être dans le gouvernement si cela est utile, mais aussi, et surtout, dans l'opposition sociale à cette société que nous voulons changer. Grâce à sa force et à l'existence d'une large base, le PS peut facilement échapper au danger du sectarisme. Nous devons en profiter pour être une grande force de gauche, non-dogmatique; une force qui doit ouvertement afficher son désir de changer cette société et devenir le catalyseur des idées et activités de toutes celles et ceux qui partagent cette perspective.

L'échec des socialistes zurichois et les récentes déclarations de Micheline Calmy-Rey apparaissent comme des signaux d'un malaise interne au PS. Comment est-ce que tu les interprètes?

J'ai eu quelques difficultés à comprendre les critiques de Micheline, surtout parce que le thème de l'intégration des étrangers est peut-être celui par rapport auquel le PS a le moins

de reproches à se faire. Le seul reproche que je lui fais sur ce thème est d'avoir dernièrement un peu trop oublié de faire le lien entre l'exploitation du Tiers Monde (et cela aussi par les banques et les multinationales suisses) et l'augmentation des flux migratoires.

L'échec zurichois pour moi est très clair. Il y a eu une participation très basse (30%), donc une mobilisation presque nulle et dans ces conditions, ce sont surtout des votants tendanciellement de gauche qui restent à la maison. Zurich représente l'aile socio-libérale et de droite du PS: il suffit de penser au boycottage qu'ils ont fait de l'initiative pour la caisse maladie unique.

Si l'on n'a plus de positions politiques claires, si on se limite à un bavardage politicien, on ne mobilisera personne. Pour le PS national, il y a un important enseignement à tirer de cette situation: on ne peut plus permettre, comme cela a été le cas pour l'initiative sur la caisse maladie unique, que la moitié de nos conseillers d'Etat et directeurs du service de santé boycottent et combattent les initiatives du PSS. Une telle attitude est inadmissible.

Parmi les figures intellectuelles de la gauche socialiste, lesquelles t'ont marqué et lesquelles devrait-on relire aujourd'hui?

J'ai eu une formation très éclectique. J'ai un peu tout lu: des classiques (de Marx à Rosa Luxemburg) jusqu'à des penseurs comme Darwin ou Freud, en passant par

l'antipsychiatrie, les tiers-mondistes (surtout Franz Fanon) et par des économistes comme Ernest Mandel et le groupe de la *Monthly Review*.

Pour ce qui est des auteurs qu'il faudrait relire aujourd'hui, je pense surtout à trois noms. Il y a avant tout Gramsci, surtout pour l'importance qu'il donne à la conquête de la société civile, à son discours sur l'accumulation progressive des forces de changement au niveau de la société. Pour ce qui est du discours économique, je pense qu'Oskar Lafontaine, le maître à penser actuel de la gauche allemande, peut beaucoup nous apprendre. Et pour ce qui est de la vision historique, je pense qu'actuellement celui qui peut nous apprendre davantage c'est E.Hobsbawn.

Après la défaite des socialismes autoritaires et bureaucratiques de type soviétique et la conséquente victoire historique, même si temporaire, du capitalisme avec une claire perte de perspectives pour la gauche, il est indispensable que nous recommencions à chercher des solutions nouvelles. Le passage du féodalisme au capitalisme a pris quelques siècles. Avec Marx il faut donc nous dire «vieille taupe, cherche encore».

Propos recueillis par
Philipp Müller



Otto Bauer

«Le socialisme international ne peut lui non plus se soustraire à un processus national de différenciation. [...] plus la classe ouvrière absorbe de culture, plus ses liens avec le patrimoine culturel spécifique de la nation se resserrent. [...] Le socialisme international doit percevoir cette différenciation nationale des méthodes de lutte et de l'idéologie en son sein [...] Il doit apprendre à des troupes de combat nationalement différenciées à coordonner leurs efforts pour atteindre des buts communs, à unir leurs forces dans une lutte commune. Le devoir de l'Internationale peut et doit être, non de niveler les particularités nationales, mais de promouvoir, dans sa diversité nationale, l'unité internationale.»

Otto Bauer, préface de 1924 à *La question des nationalités et la social-démocratie*, Paris, EDI, 1987, pp.35-36.

Otto Bauer (1881-1938) fut un des penseurs éminents du réformisme radical de l'«austromarxisme» et le dirigeant du parti social-démocrate autrichien entre 1918 et 1934. Son ouvrage classique *La question des nationalités et la social-démocratie vise à comprendre la question nationale d'un point de vue marxiste. Paru en 1907, il a cent ans cette année.*



MARXISTS.ORG

agenda

Du 19 au 26 mai
A l'occasion du G8:
Marches européennes contre la précarité.
 25 mai, Berne: 20h00: conférence «Revenu universel au lieu de pauvreté», aula de la haute école des arts.
 26 mai, Bâle: 14h00, Clapraz: manifestation en direction du camp de rétention et de la frontière de Weil am Rhein, Allemagne. Traversée symbolique de la frontière et jonction avec les marches allemandes et françaises.

Du 2 au 8 juin
Contre-sommet au G8
 Dans les environs de Rostock/Heiligendamm, Allemagne.

19 juin 2007
Débat: «Révision de la Constitution et participation citoyenne»
 Invité: Andreas Gross,
 Modératrice: Joëlle Kunz
 Lieu: Maison des Associations, 15 rue des Savoises, Genève

Paroles ouvrières...

Extraits d'un entretien avec Jia (prénom fictif), ouvrière de l'industrie des ordinateurs dans une usine de sous-traitance. La suite sous <http://www.fair-computer.ch/>

(...) Qu'est-ce que vous faites à l'usine? tons plutôt dans les dortoirs.

Au début je travaillais dans la ligne d'assemblage. C'était ennuyeux: 13 heures par jour, toujours le même geste. Je n'étais pas du tout heureuse, mais j'avais besoin de gagner de l'argent, alors je suis restée. Après deux ans, j'ai pu changer de poste et devenir responsable d'une ligne de production. Je n'ai pas eu une grande augmentation, seulement 16.5 yuans (2.50 CHF), mais le travail est moins répétitif. (...)

Comment se passe une journée, à l'usine?

En principe, le matin nous nous levons vers 6h00: il faut faire la queue pour aller à la douche du dortoir. Nous commençons le travail à 7h45 et durant la journée nous avons deux pauses de 45 minutes, pour le repas de midi et le souper. Le soir, nous travaillons jusqu'à 20h00, 21h00, 22h00, parfois 23h00, cela dépend de la quantité de commandes passées à l'usine. Avant de nous coucher nous mangeons, nous discutons un peu. Il n'y a pas de télévision à l'usine, seulement un coin avec quelques livres, alors nous res-

Est-ce que vous devez faire beaucoup d'heures supplémentaires?

Cela dépend des périodes. Le mois dernier (nb: juin 2006), j'ai travaillé 258 heures, dont 90 heures supplémentaires. Je n'ai pas eu beaucoup de jours de congé, car j'ai travaillé tous les samedis et deux dimanches. D'autres mois, quand les affaires vont mal, le responsable de la ligne d'assemblage nous renvoie en début de journée, sans que nous ayons pu travailler. Cela devient difficile pour le salaire. (...)

Et qu'en est-il du salaire?

Nous gagnons 3.9 yuans (0.60 CHF) par heure. Sur le mois, le salaire dépend des commandes et de la quantité d'heures supplémentaires que nous devons faire. (...) Je peux faire un peu d'économies. J'aimerais reprendre les études, mais je n'arrive pas à trouver le temps.

Propos recueillis par Chantal Peyer (Chine, août 2006) D'autres témoignages sont accessibles sous: <http://www.china-labour.org.hk/public/main>

P.P.

CH-1450 Sainte-Croix

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes